le monde libertaire
hebdomadaire de la fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Bloquons Tout !

M 02137 - 1433 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Quand un patron vous dit que sa compagnie est comme une grande famille, attendez-vous à travailler pour ses enfants et ses neveux. » Confucius

hebdo n° 1433

du 6 au 12 avril 2006

Sommaire

Dans le précédent numéro de notre journal, daté du 1er avril, s'est glissé une coquille. Un comique péniblement effronté, a attribué l'œuvre de Seurat *Au cirque* à Camille Pissaro. Écœurant ! Les puristes auront noté l'incompétence du personnage, dont la chronique piteuse est désormais supprimée. Canaille, Pascal Etxeberri !

Nouvelles des **fronts en lutte,** par H. Lenoir, *page 4*

Les syndicats et **la grève générale,** par J.-P. Germain, *page 5*

Autruche, pas peluche ! par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves, *page 6*

Consommer ne fait pas le bonheur, par P. Schindler, *page 7*

L'obscurantisme contre la liberté d'expression, par P. Schindler, *page 7*

L'Iran et la **pseudo-crise du nucléaire,** par Hertje, *page 8*

Non à Terminator, par Espé, *page 9*

Nouvelle carte d'identité au Royaume-Uni, par I. Mackay, *page 10*

Israël-Palestine, **l'héritage de Sharon,** par R. Boullard, *page 11*

Les Coran, par N. Potkine, *page 15*

Réquisitoire **contre les lois,** par Cédric, *page 16*

Les méfaits du sport, par Harpo, *page 17*

Petits arrangements avec l'exploitation, par Caroline, *page 18*

Intrusion en **Zup,** par F. Morisse, *page 20*

J. Merville et le **discours des dominants,** par C. Margat, *page 21*

Forum à Publico, **et Radio libertaire,** *page 22*

L'agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Promulguée par le président de la République, selon le processus démocratique, comme celui-ci s'est plu à le dire, la loi sur l'égalité des chances est donc directement applicable. Tout le blabla autour de son discours, où il se substitue au législatif en annonçant la loi censée remplacer celle qu'il vient de promulguer, n'a guère d'importance face à ce fait; nous connaissons tous ce que valent les promesses de Jacques Chirac... Le même processus démocratique sert depuis 125 ans et le retour de la Troisième République a maté les révoltes populaires. Ce fut d'abord la semaine sanglante du mois de mai 1871, pendant laquelle, pour sauver la République, M. Thiers massacra plus de trente mille Parisiens, en en faisant fuir plus de cent mille. Ce fut en 1906 que Clemenceau, au nom de la démocratie, ordonna de tirer dans la foule des ouvriers en colère face à la catastrophes qui tua plus de 1 200 des leurs; catastrophe due à la rapacité des dirigeants des compagnies minières refusant de «dilapider» leurs bénéfices pour la sécurité des travailleurs. Ce fut Sétif, à l'époque de la libération de la métropole, où l'armée française perpétra des massacres au nom de l'ordre républicain... Sans compter Pétain, arrivé au pouvoir selon un processus tout à fait démocratique. Nous, anarchistes, retrouvons bien là les raisons de ne pas adhérer à ces républiques et à leurs processus prétendument démocratiques, qui ne tiennent pas compte de l'opinion du peuple. Seul le fédéralisme, tel que proposé par les anarchistes, en se basant sur le peuple, permet à celui-ci de garder le contrôle sur ses mandatés. N'oublions pas que plus de 80 % des Français se disaient contre le CPE, et donc contre la promulgation de cette loi. Celle-ci, qui n'a pas été discutée au Parlement, entre à peine en application que déjà une nouvelle loi est en préparation pour la remplacer. Maintenant le débat va être ramené devant la junte politicienne. Les barons des différents partis et centrales syndicales vont pérorer pendant des mois sur nos écrans de télévision et dans les différents mass-médias, pour tenter de séduire les électeurs qui choisiront le successeur du vieillard de l'Élysée l'année prochaine. Chacun va essayer de ramener à lui les mécontents, y compris les chacals de la majorité présidentielle, trop contents de s'engouffrer dans la brèche que leur a ouverte le renard qui trône à l'Élysée, en parlant de modifier cette loi et d'ouvrir des négociations. Cependant, ce que l'on demande aux centaines de milliers, aux millions de jeunes et de moins jeunes qui ont essayer d'exprimer leur colère face aux abus du pouvoir, c'est de se soumettre. Leur démocratie, c'est: « Cause toujours, jusqu'à ce que je te dise de fermer ta gueule. »

Bloquons TOUT !

Jean-Pierre Levaray

QUASIMENT depuis son début, le mouvement anti-CPE a dû se radicaliser. Prenant sans doute en compte le mouvement de l'an dernier contre la loi Fillon, c'est comme si ce mouvement avait repris là où il avait été laissé, avec blocages et occupations de facs et d'établissements scolaires. Cette fois, c'est allé plus loin encore avec des blocages d'axes routiers et de voies ferrées, de villes, etc.

La répression policière s'est vite fait sentir, notamment contre l'occupation de lieux sensibles ou à forte connotation, comme la Sorbonne à Paris.

Des affrontements avec la police ont donc eu lieu (Paris, Rennes, Toulouse...) et se sont multipliés, touchant même des villes peu enclines à ces jeux avec la police (Rouen, Grenoble...).

Rapidement, l'État et les médias ont cherché à scinder les manifestants en deux groupes: les gentils manifestants et les casseurs « venus des cités ». Ce qui s'était déjà produit lors d'événements analogues (en 68, on parlait de « Katangais », ensuite il y eut les casseurs, les autonomes ou les sauvageons).

Certes, dans ces affrontements, on a pu voir un certain nombre de jeunes issus des cités (comme on dit), venus dans les manifs plutôt pour en découdre avec les flics. Mais ne sont-ils pas, eux aussi, lycéens, précaires, voire collégiens? De plus, s'ils viennent se battre c'est que rien n'a été réglé après les émeutes de novembre et là, au moins, ils ont quitté leurs cités et ne s'attaquent plus ni à leur famille et ni à leurs compagnons de galère mais aux flics et aux magasins de luxe.

Ce n'est pas tout et ce n'est pas aussi simple car, parmi ceux et celles qui ont choisi l'affrontement, il n'y a pas que des jeunes en casquette, sweet à capuche et baskets, il y a aussi tous les autres: étudiants un peu plus blancs de peau, précaires, jeunes ou moins jeunes.

Parce que les jeunes des cités n'ont pas le monopole de la colère. Il est tout aussi jouissif et exaltant de s'attaquer aux flics, d'envoyer une canette ou une pierre sur les forces de l'ordre qu'on soit black ou pas. Et si les « jeunes des cités » connaissent déjà la précarité, c'est ce qui va arriver à ceux et celles qui sont encore à l'école aujourd'hui.

La répression violente, la volonté de canalisation du mouvement, les provocations policières, les non-réponses des Villepin, Chirac et Robien sont telles qu'il a fallu dépasser le cadre des manifs simples et bien rangées.

Des années d'échecs, de pertes d'acquis (et ce, malgré des mouvements sociaux forts) prouvent la nécessité d'affronter plus radicalement l'État. Les émeutes de novembre ont permis de faire tomber un tabou: celui de la violence qui avait été évacuée d'année en année au profit de luttes plus consensuelles et plus citoyennistes, mais peu efficaces.

Il y a également le mythe de mai 1968 qui remonte à la surface depuis quelques années. Véritable et dernière victoire sur l'État qui a nécessité des nuits de barricades, des jets de pavés et un pays paralysé par la grève générale. Bien sûr, mai 1968 et mars 2006 sont différents: mai 1968 se situait dans une phase de plein emploi où la jeunesse refusait un monde basé sur la consommation et où les salariés aspiraient à obtenir davantage de dividendes qu'ils avaient contribué à faire fructifier. Aujourd'hui, l'avenir s'avère sombre et il importe de le faire changer.

D'autre part, la violence de ces manifestants n'est rien face à celle subie chaque jour dans notre quotidien où la précarité se précise chaque jour. Elle n'est rien, face aux déclarations machistes de Villepin, elle n'est rien face aux violentes charges policières, aux interpellations massives et aux jugements expéditifs.

Enfin, cette radicalisation est aussi le pendant (il faut occuper la rue) des atermoiements des syndicats qui, même s'ils se targuent de faire un front commun (jusqu'à quand?), n'arrivent pas à dépasser la simple « grève nationale interprofessionnelle ».

Il est vrai que, hormis lors de ces journées d'action, les salariés n'ont pas l'air très combatif, même si eux aussi rêvent de « refaire mai 1968 ». Le fait que les bastions ouvriers n'existent plus, que les salariés sont de plus en plus précarisés et qu'ils se retrouvent parcellisés dans des boîtes de moins de 100 salariés pour la plupart, n'aide pas à un mouvement véritablement combatif (lorsque avant, une grève bloquait une usine de 4000 salariés, ça avait plus de gueule que d'arrêter une PME de 50 personnes).

Pourtant, il y a quand même eu des centaines de milliers de personnes dans les rues le 7 mars, un million le 18, deux à trois millions le 28, avec des milliers d'arrêts de travail dans le public et le privé. Reste que la grève générale reconductible (pléonasme) est la seule solution, la seule façon de riposter efficacement face aux enjeux et face à un futur bouché. Il faut passer à la vitesse supérieure et ne pas laisser la jeunesse, seule, s'épuiser dans une lutte déjà longue. Il faut construire vite ce rapport de force et bloquer tout, l'économie comme le reste : pour annuler le CPE et les lois afférentes sur « l'égalité des chances » (sic), pour faire tomber de Villepin, pour faire chuter le gouvernement et pour plus si affinités…

À nous de nous y employer. **J.-P. L.**

Nouvelles des fronts

Pendant que la caravane du CPE passe, les chiens du Capital mordent et organisent le pire car, comme chacun sait, précarisation rime avec paupérisation. Belle journée néanmoins le 28 mars, mais que nous réserve la suite après le lamentable plaidoyer de Chirac : grève générale illimitée ou enterrement de première classe ? Trahison ou radicalisation ? L'avenir le dira… En marge de la lutte anti-CPE, le mois de mars même un peu frais a donné lieu à de nombreuses expressions de mécontentement, sans doute d'autres signes du ras-le-bol général qui se reflètent dans les manifestations de masse. Ainsi grève à la CPAM du Val-de-Marne pour des embauches et des augmentations, grève à Radio France pour une revalorisation du statut, grève au musée du Petit Palais (Paris) pour l'embauche de non titulaires, grève à Gaz de France contre la privatisation, grève des profs à Romainville (93) contre les sureffectifs en classe, états-généraux des inspecteurs du travail pour dénoncer la situation actuelle et l'incapacité d'agir de cette corporation. Autant d'indices du « y'en a assez », passés inaperçus compte tenu de la résistance au CPE mais qui, de mon point de vue, démontre que la marmite bouillonne et qu'il faut préparer dès maintenant des années chaudes.

Quelques satisfactions aussi comme la condamnation de Médiapost, filiale du défunt service public, condamné à verser 35000 euros par les Prud'hommes de Brest à 15 salariés payés jusque-là en dessous du SMIC horaire. Bel effet de la privatisation ! Ou encore comme la hausse des salaires, entre 38 et 50 euros, obtenue après 10 jours de grève des verriers à la manufacture de Baccarat (Meurthe-et-Moselle).

Face à ces petites victoires, de grands déboires. Ici et à côté, les chiens du Capital, à coup, de crocs déchiquettent l'emploi. Kodak à Chalon-sur-Saône liquide 300 emplois pour commencer, 700 de plus attendus pour dans quelque temps. Aevum (réparation de terminaux audiovisuels) au Mans supprime 19 emplois après en avoir déjà liquidés 242 depuis 2002, Pfizer (pharmacie) réorganise son siège à Paris et saque 144 postes, Majorette ferme deux usines en France et remercie 120 dévoués collaborateurs, la SNCM s'apprête à en sacrifier entre 150 et 200 et même le très célèbre marchand de chiottes Jacob Delafon tire la chasse d'eau et engloutit 300 emplois dans l'Hexagone à Noyon (Oise) et à Troyes (Aube).

Dans le voisinage de la belle Europe libérale c'est du pareil au même et la litanie des licenciements comme un chapelet infernal s'égraine. Allemagne : Zapf Creation (jouet) liquide 80 personnes après en avoir viré déjà 90 en 2004 ; Coca-Cola envisage de supprimer le tiers de ses postes, soit 3000 emplois. Luxembourg : TDK (électronique) en supprime 400, le blanchiment rapporte plus à l'évidence. Pays-Bas : Daimler-Chrysler arrête la production de la Smart « Forfour » qui porte bien son nom et annonce la liquidation de 300 postes sur les 750 de l'usine de Böblingen. Grande-Bretagne : British AirWays va virer 400 commerciaux suite à l'utilisation massive des réservations et du billet électronique.

Grande-Bretagne où tout fout le camp. Blair privatise l'école, la livre au sponsoring privé et organise la concurrence entre les établissements. Encore un beau coup de la Sociale Démocratie britannique prompte à appliquer les suggestions de l'OCDE. Un exemple à suivre, notre cher PS y pense d'ailleurs peut-être déjà. Ce que Blair a fait, Fabius ou d'autres pourraient le faire. Retraite, 85000 Britanniques auraient perdu entre 1997 et 2004 tout ou partie de leur espoir de retraite après la faillite des fonds de pension de leur entreprise. Capitalisation, encore un conseil de l'OCDE à laquelle nos « élites » social-libérales continuent de penser. Retraites qui ont mobilisé outre-Manche plus d'un million de fonctionnaires territoriaux (70 % dans l'enseignement) auxquels on veut imposer un départ à 65 ans au lieu de 60. Encore une piste du même bois qui pourrait inspirer nos futurs bons maîtres tout comme d'ailleurs l'augmentation de la durée du travail sans compensation à laquelle tentent de résister les fonctionnaires allemands.

Plus loin encore, rien à envier, partout les chiens harcèlent le travail, Malaysia Airlines va licencier 6500 personnes, soit le tiers de l'effectif, 65 mineurs de charbon sont tués dans un accident au Mexique, 20 % de la population israélienne vit sous le seuil de pauvreté… Pas de jaloux, il y en aura pour tout le monde.

Pour conclure, petit retour ici et maintenant sur les CPE et CNE. Ce dernier a été présenté par l'IUMM, fer de lance du Medef, comme « une opportunité supplémentaire » qui pourrait s'appliquer à d'autres espaces sociaux. Les proprios qui vivent des loyers l'ont vite compris et se sont engouffrés dans la faille en proposant un bail précaire de deux ans avec résiliation à tout instant. Ce que nous préparent les exécuteurs de l'OCDE c'est une société où nous serions tous des intermittents de la Société du spectacle, toujours plus précarisés, toujours plus flexibles. Tous ou presque, pas les nantis, pas les patrons et surtout pas les politicards qui ne seront pas prêts avant longtemps à accepter d'avoir des mandats révocables à tout instant, ou alors qu'ils montrent l'exemple et alors là on reparlera des CPE-CNE.

Alors plus que jamais résistance et boycott des CPE-CNE d'hier et de demain et que revive le sabotage du vieux Pouget : À mauvais contrat, mauvais travail !

Hugues
Groupe Pierre-Besnard

CPE et front syndical

La grève générale, rêve ou futur proche ?

Mardi dernier on aura refait le 28 mars en mieux[1]. Faut dire que le locataire de l'Élysée aura tout fait pour consolider l'unité syndicale. Mais au-delà du retrait du CPE, que faut-il espérer du monde syndical ? Tout le monde est solidaire des refus étudiants et lycéens du CPE. Le retrait, la suspension, tout cela a été refusé par le gouvernement, alors que faire pour que les pouvoirs publics mettent pied à terre. La révolution, certes...mais pragmatiquement, sur quel bouton appuyer pour que tout se mette en marche vers encore plus de mobilisation ?

L'idée de grève générale a été évoquée par la CGT-FO et la CGT tout court. Était-ce seulement une figure de style, une invocation aux origines de la CGT, d'avant la Première Guerre mondiale ou un banal vœu pieux ? Car la revendication première c'est le retrait du CPE. Et c'est niet sur tous les fronts, alors donc en avant pour une deuxième journée interprofessionnelle de grève.

Les étudiants et lycéens, avec leurs opérations «coup de poing» en bouclant routes et rails (Marseille, Toulouse, Nice, Cahors, Argelès-Gazost, Strasbourg, Blois, Rennes, Château-Thierry, Compiègne, Montauban, Massy, sans oublier la gare de Lyon à Paris...) ont plus que démontré leur pugnacité.

Pour ce qui reste d'organisations se réclamant du mouvement ouvrier (Sud Rail, et Cheminots CGT Paris-Est entre autres) elles ont, bien sûr, prêté main forte au cours des occupations des voies de chemins de fer. Certes CGT, UNSA, Sud Rail et CFE-CGC avaient appelé à la grève de mardi. CFDT et CFTC parlaient d'action sans mentionner «grève». La FSU avait précisé dans son préavis que la grève était reconductible jusqu'au 7 avril «pour les cas où des personnels poursuivraient la grève localement». La Poste, Radio France se joignaient, bien sûr, au mouvement de grève, mais toute cette unanimité ne concernait que mardi, et après ?

Accompagner le mouvement étudiants-lycéens, est-ce seulement cela que nous attendons d'un mouvement syndical ? Certes, celles et ceux qui se battent pour leur avenir sont à la pointe du combat, mais le refus «des autres» d'un Grenelle[2] qualifié d' «anticipé» ne suffit pas à, soutenir la vague anti-CPE.

Si on en juge par les échos au niveau international (Allemagne, Pays nordiques, Espagne.) la révolte française montre le chemin à suivre. Mais que les syndicats se déclarent irrités et aient confirmé la journée de grève du 4 avril suffit-il à confirmer le printemps tant attendu ? L'attentisme des confédérations représentatives montre aussi où le bat blesse. En cas d'accélération du mouvement, les grèves ne pourraient s'étendre, à part des exceptions du genre «divine surprise» qu'aux secteurs de la fonction publique où la situation est plus que critique.

Déjà en 1995 nombre de Françaises et Français faisaient grève par procuration. En 2006, en solidarité avec leurs enfants et petits-enfants ils et elles sont solidaires du mouvement anti-CPE. Mais une page est tournée (depuis longtemps), Boulogne-Billancourt, la sidérurgie... tout ça est du passé. Un vaste mouvement de grève (appelé aussi grève générale) doit passer par d'autres chemins. Ils restent à inventer mais en s'appuyant sur ce qui reste du mouvement ouvrier.

Jean-Pierre Germain

1. *Le Monde libertaire* bouclant dimanche, j'espère avoir eu raison.

2. Les accords de Grenelle (signés par les syndicats) engrangeaient des avancées du mouvement ouvrier même si ce n'était pas la révolution, et avaient été obtenus après plusieurs semaines de grève en 1968.

Quand l'autruche éternue...

Danger

« La rue n'est pas une promenade ! Les casseurs viennent de nous rappeler que la rue, c'est dangereux. » Claude Goasguen, UMP.

Oui, la rue c'est dangereux. Surtout quand elle est pleine de flics.

Dégagés

« Les manifestants ont été dégagés par les policiers, et hués par les passagers bloqués. » Une journaliste de France Info.

C'était jeudi 30 mars, en direct de la gare de Lyon. Auparavant je pensais que c'était les voies qu'on dégageait, alors que les étudiants étaient, eux, évacués. Confusion dans le cerveau ramolli d'une journaliste ? Lapsus parlant, plutôt. Dès lors, il ne serait pas étonnant d'apprendre que les « passagers bloqués », plutôt que de les huer, encourageaient les étudiants.

Pas tout à fait

« J'étais pas tout à fait né en 1968, mais, si j'ai bien compris, avant Grenelle, il y a eu mai 1968. » Besancenot.

Vous pouvez pas comprendre, c'est de l'humour trotskiste.

Astérix et le CPE

« Il faut qu'on arrête de jouer aux guerres gauloises dans les rues de Paris. » Lellouche, UMP

Oh, regarde Astérix ! Y'a plein de Romains tout neufs !... Je vois bien, Obélix. Manque plus que la potion magique.

Gros bras

« Je me félicite du bon travail des policiers, et de la bonne collaboration entre guillemets avec les syndicats. » Sarkozy.

Pourquoi, « entre guillemets » ? Quand le service d'ordre de la CGT fait office de suppléant aux forces de l'ordre, tabasse, arrête, livre des jeunes, bloque le flot des manifestants pour les empêcher de rejoindre les endroits où ça chauffe, on peut, sans guillemets, parler de collaboration. On ira même jusqu'à dire que le mot est judicieusement choisi.

Petits bras

« Nous ne demandons pas la démission du Premier ministre, nous demandons simplement le retrait du CPE. » Éric Besson, PS.

C'est ce qu'on reproche, entre autres, aux socialos : leur manque flagrant d'ambition.

Manifestant = délinquant

« Si vous ne voulez pas d'ennuis, il ne faut pas vous trouver dans ces manifestations. » La présidente de la 23e chambre correctionnelle de Paris.

On voit bien comment ils s'entendent, flics, juges, politiques, journalistes, pour tenter de foutre les foies à la jeunesse. Si tu te fais pas dépouiller par les lascars de banlieue, si le SO de la CGT ne te balance pas aux flics, si ces mêmes flics oublient de te piétiner la gueule, de toute façon tu seras déféré devant la justice, et tu prendras du ferme. Ce que prouve en réalité ces grossières tentatives d'intimidation, c'est que c'est eux qui ont les foies. Car nous sommes encore, malgré tout, des millions dans la rue !

Frédo Ladrisse

(sources : France info, *Libération*, *Le Parisien*)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Grosse mobilisation à Saint-Brieuc le 28 mars.

Nous étions environ 30000 manifestants, (20000 selon la police), du jamais vu en Côtes-d'Armor depuis 1995! Après le traditionnel discours, fièrement lu par les représentants autoproclamés des lycéens, (appartenant au Mouvement des jeunes socialistes), nous avons quitté la place de la Liberté, pour une petite promenade de printemps. La grève générale était dans les esprits, dans les slogans, et sur les pancartes. Le «Charivari pour l'État", concert urbain organisé par les jeunes et prévu l'après-midi, a été annulé à cause du mauvais temps.

L'apprenti sorcier et le gourou de sarkopen

L'agence Reuters résume un entretien de Sarkozy au *Parisien* où il ne cache pas qu'il cherche à séduire les électeurs du FN: « Qui pourrait m'en vouloir de récupérer ces gens dans le camp républicain ? J'irai même les chercher un par un, ça ne me gêne pas. Si le FN a progressé, c'est que nous n'avons pas fait à droite notre boulot. » Mais, visiblement, il a dû être terriblement contaminé par le virus fasciste, puisque depuis, dans son projet de loi raciste et classiste « Caeseda », il n'a pas moins appliqué 14 points sur 17, évoqués dans le programme du Fhaine. Et dire que certains condamnaient une affiche de Sarkozy sur laquelle était marqué « Votez Le Pen »...

Lycée Flaubert de Rouen en grève

La douzaine de grévistes prévue pour le piquet de grève du 30 mars au matin a vu son nombre doubler, grâce notamment aux déclarations belliqueuses du sinistre de l'éducamion. Blocage efficace, très peu de monde a pu rentrer, malgré le proviseur qui, de temps en temps, essayait d'obtenir que le piquet laisse passer les profs et le personnel. À un moment, la grille a été purement et simplement cadenassée avec un antivol de moto. Mais cela n'a pas duré plus d'une demi-heure: le proviseur a ordonné à un TOS de cisailler la chaîne.

Deux députés de l'UMP favorables au retour du délit de blasphème

En un mois, deux propositions de loi ont été déposées par des députés de l'UMP pour le retour du délit de blasphème. Les cléricaux peuvent brandir l'arme du délit de blasphème aussi haut qu'ils le veulent, rien ne nous dissuadera de poursuivre dans la dénonciation totale de la nocivité intrinsèque de toutes les religions.

Laurence Parisot se (dé) voile.

Afin de signer des contrats, la présidente du MEDEF, Laurence Parisot, a constitué une basse caution du fascisme islamique, lors du voyage en Arabie Saoudite avec Chirac, en se présentant vêtue de la abaya, le traditionnel voile noir qui rassure les fous d'Allah engoncés dans leurs frustrations. La patronne en chef a ajouté à son déshonneur avec le port de gants au cas où elle aurait été amenée à serrer la main d'un responsable local. Rien à faire, aucun contrat ne fut signé...

À Saint-Nicolas-du-Chardonnet, une messe pour l'OAS et les nostalgiques de l'Algérie française.

Le 26 mars 1962, une manifestation organisée à Alger par l'Organisation armée secrète (OAS) se termine par un massacre dans la rue d'Isly avec quarante-six morts. Chaque année, l'extrême droite catholique célèbre l'événement par une messe de requiem en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris, temple de la superstition et du fanatisme qui donne asile à la haine du progrès, des Lumières, de l'avortement, de l'indépendance des anciennes colonies, de la laïcité, etc.
Le goupillon reste encore et toujours l'allié des fascismes.

Vesoul, action directe anti-CPE

Une centaine de lycéens opposés au CPE ont bloqué le trafic de la RN19 dans le centre de Vesoul vendredi matin. Encore et toujours de l'action directe, c'est-à-dire sans rien attendre des gesticulations politiciennes, pour faire bouger les choses.

Nous sommes 2 nous sommes 3 nous sommes 1 023

Vendredi 31 mars, parti de la Bastille à 21 heures, un petit groupe spontané de 500 personnes décide d'aller botter l'Élysée, face au foutage de gueule sur le CPE CNE et pour « libérer nos camarades embarqués gare de Lyon ». La garde prétorienne barrant le passage au Louvre, le groupe remonte sur l'Opéra. Le cortège grossit, 3000 à 4000 personnes déterminées foncent place de la Concorde. Face à la soldatesque, direction l'Assemblée. CRS, maîtres-chiens coupent la manif en deux. Petite vengeance symbolique: aucune manif n'avait plus passé le pont depuis... 1934 (on est pas obligés de dire que c'était les ligues fascistes venues « jeter les députés à la Seine »). Divisée, la manifestation est repartie vers la Sorbonne.

Le Vatican entre en politique

Benoît XVI vient de revendiquer pour l'Église le droit d'intervenir sur le plan politique. Selon le Très Saint Con, rien ne s'oppose à ce que le Vatican et ses sbires prennent position pour tel ou tel candidat, dès lors qu'il s'agit de défendre le droit à la vie, la famille, et le mariage entre homme et femme. C'est pas déjà un programme, ça ?

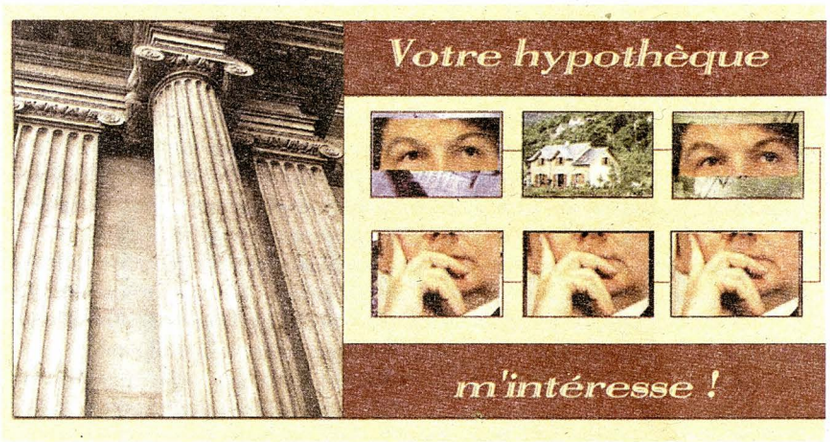
Les trans agressés par les fascistes en Italie

Pendant ce temps, toujours en Italie, la candidate transsexuelle de Rifondazione communista Wladimir Luxuria se faisait agresser en plein meeting par des militants fascistes d'Alleanza nazionale. La même qui, lors d'un débat télévisé avait traité Alessandra Mussolini de fasciste, s'était vue répondre: « mieux vaut être fasciste que pédé. » Gageons que Benoît XVI partage ce point de vue.

Le bracelet électronique, bientôt chez vous

Le bracelet électronique débarque en juin. Il sera d'abord expérimenté (sur des rats ?), avant d'entrer progressivement en vigueur. Rappelons que ce dispositif, qui permet de localiser en permanence le porteur du bracelet, s'appliquera aux majeurs « dangereux », à leur sortie de prison. Donc, à des individus libres. En théorie. Par ailleurs on ne sait pas encore qui jugera du degré de dangerosité de tel ou tel ancien détenu, ni sur quels critères. Mais les têtes d'ampoule du ministère de la Justice travaillent sans doute d'arrache-pied à résoudre ce « petit » problème.

Les tours de passe-passe du grand capital



Consommation et paupérisation

Ce gouvernement « aime les consommateurs » et vient de décréter qu'on ne consomme pas assez, qu'on ne gâche pas assez et par voie de conséquence, qu'on ne pollue pas assez. Et comme les élus ne peuvent pas rester plus de 24 heures sans chier un nouveau décret, une nouvelle ordonnance ou passer un texte par le 49.3, l'un d'entre deux, Thierry Breton, champion hors catégorie des licenciements à France Telecom, vient de présenter une ordonnance peu banale au Conseil des ministres. Mais, cette fois-ci, il ne s'agit plus de faire des économies: il s'avère que les Français en font trop et, qu'en fait, ils sont « sous-endettés »: 8 % du PIB, tandis que nos voisins germains le sont à hauteur de 11 % et, chez Albion, les British battent des records avec 16 %. Donc, pour faire repartir une économie trop dormante pour les marchands de « biens », il a trouvé une idée géniale: le « crédit hypothécaire rechargeable » pour les moyens jeunes et, pour les plus vieux, le « prêt viager hypothécaire ». Selon ce bon Monsieur Conso, le but est de « mobiliser la valeur du patrimoine immobilier dormant ». Pour les plus mous du cerveau, cela signifie en langage du peuple bâté « permettre la souscription de nouveaux prêts à mesure que l'emprunt sur son bien immobilier (maison, appartement) se rembourse, celle-ci servant de gage ». Bon, pour les gols qui n'ont toujours pas saisi: une sorte de crédit revolving à vie. Mais où ces libéraux vont-ils pêcher de si bonnes idées? Vous ne devinez pas? Elles viennent tout droit des States!

Soyez un bon citoyen, endettez-vous qu'ils disaient!

Bref, fini les comportements de fourmis, haro sur les petits épargnants anti-français et anti-relance économique, soyons cigales: il va falloir sortir le flouze des comptes-épargne, claquer l'artiche et niquer le bas de laine! Pourtant des experts économistes les plus sceptiques ne voient pas cette magnifique idée d'un très bon œil et l'ont fait remarquer au gouvernement, qui d'ailleurs se fout pas mal de leur avis, que « en voulant relancer l'économie par le crédit à la consommation, on court plutôt le risque de creuser encore plus le trou du commerce extérieur ». Il y a toujours des grincheux et des peine-à-jouir. C'est également le cas du ministre comique Borloo, vous savez, celui qui cultive un look dépeigné et chiffonné pour faire « peuple », lui avance que « l'on arrive déjà pas à juguler le surrendettement des Français et que cette mesure risque de le relancer ». Et dans le genre rabat-joie, il y a encore mieux, David Rodrigues, juriste à la Confédération logement et cadre de vie s'alarme, pour sa part de « l'effet écran plasma » de l'ordonnance et craint « l'achat de trop qui peut faire basculer un ménage dans la banqueroute, avec à la clé la saisie de sa maison ».

« Amusez-vous, foutez-vous de tout »

Ce gouvernement, sourd à toute raison me fait penser à la chanson d'avant-guerre de l'autre collabo qui faisait quelque chose comme: « Amusons-nous, foutons-nous d'tout, la vie après tout n'est qu'un rêve... » Et on a vu comment il a fini le rêve quelques années plus tard... Mais, pour revenir à nos cigales et fourmis, la bascule vers l'interdiction bancaire, et la Banque de France n'est pas plus un rêve (j'en sais quelque chose...). Finir SDF sur un trottoir pour avoir joué aux riches à patrimoine le temps d'une saison vaut-il la chandelle? Ceux qui se feront avoir à ce jeu de dupe, le revolving à vie, ne viendront pas se plaindre: *le Monde libertaire* les aura prévenus!

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Brève de l'obscurantisme

Communiqué reçu de l'Assemblée à mon boulot ce matin. Jean-Marc Roubaud, député du Gard et conseiller exécutif de Sarkozy (vous savez, ce petit ministre qui a déclaré récemment vouloir rétablir l'espérance sociale par la religion), vient de déposer une proposition de loi « visant à interdire les propos et les actes injurieux contre toutes les religions ».

L'argumentaire est rédigé ainsi: « La récente polémique sur les caricatures soulève le délicat problème des libertés d'opinion et de la presse face aux libertés de religion et de pensée, qui font elles aussi partie des principes démocratiques de notre pays. La liberté d'expression ne saurait donner le droit de bafouer, de désinformer ou de calomnier les sentiments religieux d'aucune communauté ou d'aucun État quel qu'il soit. Aussi, la République française se doit, par une proposition de loi, de sanctionner tout discours, cri, menace, écrit, imprimé, dessin ou affiche portant atteinte volontairement aux fondements des religions. L'heure n'est pas à alimenter ou entretenir la discorde par la vexation ou la diffamation, les événements récents le prouvent. Il faut protéger les nations contre toutes les dérives qui nourrissent la haine ».

L'article de loi sur la liberté de la presse est ainsi modifié comme suit: « Tout discours, cri, menace, écrit, imprimé, dessin ou affiche outrageant, portant atteinte volontairement aux fondements des religions, est une injure. » Et sera donc réprimé! Je ne crois pas que si ce texte passe, il changera quoi que ce soit aux habitudes et à la mémoire anarchiste, blasphématoire et irrévérencieuse à l'égard de toutes les religions. « Et l'bon Dieu dans la merde, nom de Dieu ! et l'bon Dieu dans la merrrrde »!

P. S.
Commission antireligions

Instrumentalisation de la crise nucléaire

Ce 9 mars, le président iranien a réaffirmé son intention de poursuivre le programme nucléaire alors que le dossier a été transmis au Conseil de sécurité de l'ONU. La communauté internationale place ses pions, États-Unis en tête. Des États-Unis qui ont signé une semaine plus tôt un accord de coopération nucléaire avec l'Inde.

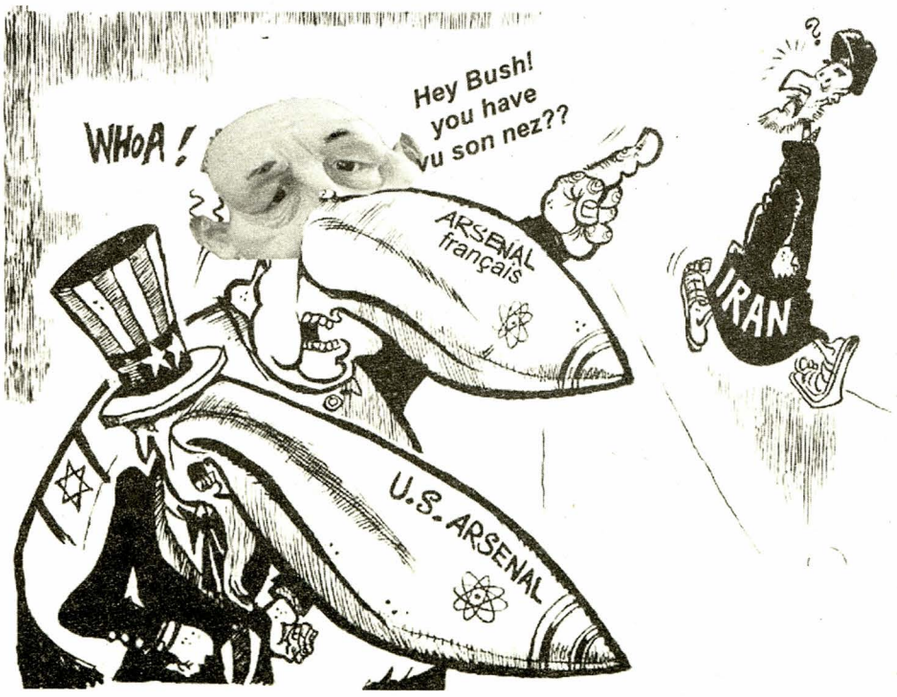
Ce 9 mars, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré vouloir poursuivre son programme nucléaire et a qualifié d'« injuste» la décision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de transmettre le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les tensions entre l'AIEA, les chancelleries du trio Allemagne-France-Grande-Bretagne et l'Iran concernent entre autres l'enrichissement de l'uranium sur le sol de la République islamique. Un procédé qui permet d'obtenir le combustible d'une centrale nucléaire mais aussi la charge fissile d'une bombe atomique.

La Russie et la Chine paraissent bien paisibles face aux États-Unis. Le 7 mars, le vice-président américain Dick Cheney, s'autorisant à parler au nom de tous, a martelé que si « le régime iranien [...] persiste sur sa voie actuelle, la communauté internationale est prête à imposer des conséquences sérieuses » à ce pays. À ces exercices de musculations étatsuniens, Mahmoud Ahmadinejad a répliqué dès le lendemain que ceux qui entendaient « violer les droits de l'Iran » allaient « vite le regretter ». Les vieilles recettes fonctionnent encore: l'État cherche à unir son peuple contre un ennemi extérieur afin de détourner son attention d'une mauvaise situation socio-économique intérieure, aussi bien dans la République islamique qu'aux États-Unis, et afin de renforcer la légitimité (et donc le pouvoir politique) de son dirigeant.

Le dossier iranien souligne à larges traits l'hypocrisie de la communauté internationale. Le 1er mars, les États-Unis et l'Inde ont en effet signé un accord important de coopération nucléaire. L'hypocrisie est d'autant plus flagrante que non seulement l'Inde n'a jamais signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et qu'une loi américaine interdit l'exportation de technologies pouvant aider le programme nucléaire d'un pays n'ayant pas ratifié le TNP.

Cet accord va de surcroît totalement à l'encontre de la dernière résolution de l'AIEA condamnant l'Iran, et d'une quelconque volonté de dénucléariser le Moyen-Orient. La politique étrangère des États-Unis passe manifestement par le renforcement de leur contrôle de la région, d'une part en augmentant la pression sur les gouvernements placés dans l'« axe du mal » et d'autre part en consolidant les alliances (comme dans le cas de l'Inde). Des alliances qui permettent le cas échéant de faire des pressions politiques en échange de la coopération.



Le contrôle de la région passe également par la déstabilisation du régime iranien, voire sa chute. Les sanctions que les États-Unis réclament ardemment au Conseil de sécurité vont dans ce sens et dévoile qu'ils sont une nouvelle fois prêts à instrumentaliser l'ONU à des fins personnelles. Faut-il dire que la chute du régime autoritaire n'engendrerait pas pour autant paix et démocratie? L'échec meurtrier de l'intervention en Irak est là pour le rappeler chaque jour.

Alors que les échanges se poursuivent entre Téhéran et Moscou quant à la possibilité d'enrichir en Russie l'uranium dans le cadre d'un consortium russo-iranien, Sergueï Prikhodko, le conseiller diplomatique du président russe Vladimir Poutine, a affirmé que les intérêts et les buts « de la Russie en Iran ne diffèrent pas de ceux de nos partenaires européens et américains », malgré « des divergences de méthodes ». Et d'ajouter le « but est le même: que l'Iran soit un voisin prévisible et qu'il n'en n'émane pas un danger de prolifération d'armes de destruction massive ». Des déclarations faites histoire de ne pas froisser l'Union européenne, tout en s'affirmant dans le secteur nucléaire au niveau international et en transformant parallèlement l'Iran en nouveau satellite, soumis dans le cadre de l'enrichissement de l'uranium?

Le 7 mars, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue américaine Condoleezza Rice, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov en a profité pour rappeler que la vieille revendication russe d'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'était toujours pas satisfaite et que les États-Unis y faisaient toujours obstacle. Ces commentaires laissent penser que la Russie utilise le dossier iranien comme levier pour forcer la porte d'entrée de l'OMC.

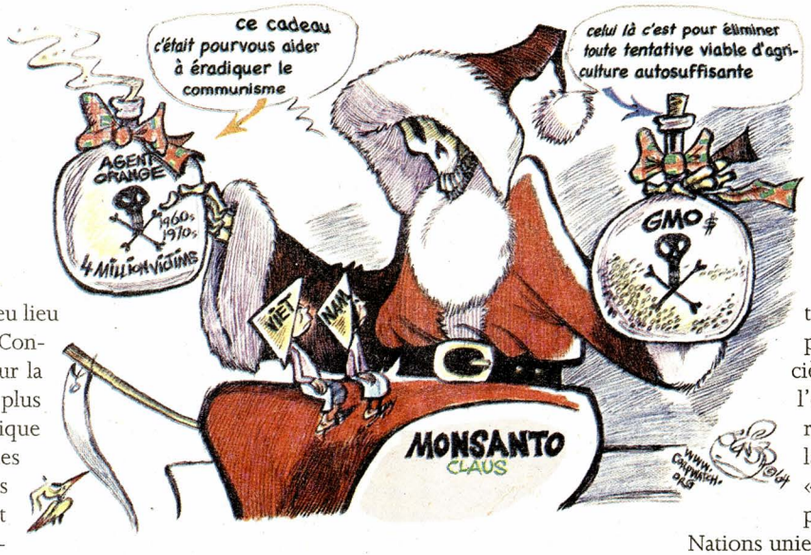
La transmission du dossier au Conseil de sécurité ouvre la voie à d'éventuelles sanctions contre l'Iran. Cependant, les sanctions économiques ou politiques semblent peu probables en raison de l'opposition de la Russie et de la Chine. Si l'option militaire paraît actuellement exclue, il faut néanmoins plus que jamais réaffirmer notre refus de la guerre. En Iran, comme ailleurs. Et lutter contre le nucléaire civil, porte ouverte aux armes nucléaires; privilégier les énergies vertes.

Comme l'a dit assez logiquement l'objecteur de conscience anarchiste Léo Campion: « C'est en temps de paix qu'il faut s'opposer à la guerre, après il est trop tard. »

Hertje

Défaite pour Monsanto

Les semences « Terminator » toujours rejetées



Du 20 au 31 mars 2006 a eu lieu au Brésil la réunion de la Convention des Nations unies sur la biodiversité. Monsanto, la plus importante firme agrochimique fabriquant des organismes génétiquement modifiés (OGM) est revenue à l'assaut avec la technologie « Terminator » en menaçant à nouveau l'agriculture mondiale. Mais elle a perdu. Et 1,4 milliard d'agriculteurs ont obtenu un sursis. La lutte continue.

Inventée par Monsanto, la technologie « Terminator » consiste à modifier génétiquement des plantes pour qu'elles produisent des semences stériles. L'objectif étant d'empêcher que les agriculteurs conservent une partie de leur récolte pour la replanter l'année suivante, en les forçant à racheter sans cesse de nouvelles semences. Ces semences peuvent aussi être utilisées pour introduire des caractéristiques spécifiques qui pourraient seulement être activées par l'application de produits chimiques brevetés et fabriqués par les entreprises de biotechnologie. C'est un outil indispensable pour la privatisation totale du vivant.

L'enjeu est de taille, puisque selon la FAO, 1,4 milliard de personnes dépendent de la réutilisation de leurs propres semences. C'est leur seule garantie de sécurité alimentaire et d'autodétermination. En 1999, suite aux protestations de plus de 300 organisations, le géant agrochimique avait dû abandonner le projet « Terminator ». Pour enfoncer le clou, la Convention des Nations unies sur la biodiversité (CBD) avait ensuite imposé un moratoire sur les technologies permettant de créer des semences stériles; Astra Zeneca, une autre firme de biotechnologie, avait renoncé officiellement à la commercialisation de graines stériles; et les gouvernements d'Inde et du Zimbabwe avaient interdit formellement l'usage d'une telle technologie sur leur territoire.

Aujourd'hui, Monsanto est revenu à la charge en proposant de développer cette technologie pour des plantes non alimentaires (coton, tabac, plantes pharmaceutiques et gazon) sans exclure d'autres utilisations à l'avenir.

Tout s'est joué lors de la réunion de la CBD, organisée au Brésil du 20 au 31 mars 2006. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, appuyés par les États-Unis (qui ne font pas partie de la CDB) et par l'industrie biotechnologique, ont pris la tête des tentatives visant à autoriser les essais en champ de semences « Terminator », poussant la discussion vers une évaluation « au cas par cas » de ces technologies. Mais le 24 mars, le texte proposé par ces pays a été unanimement rejeté par le groupe de travail de la CDB qui se penchait sur cette question. Le moratoire sur « Terminator » est donc maintenu!

« Cette journée est à marquer d'une pierre blanche pour les 1,4 milliard de personnes dans le monde dont la survie dépend des semences de ferme », a déclaré Francisca Rodriguez, du mouvement paysan international Via Campesina. « Les semences Terminator sont une arme de destruction massive et une menace pour notre souveraineté alimentaire. »

Selon Maria Rita Reis, du Forum brésilien des mouvements sociaux et des ONG, « la décision réaffirme l'interdiction des semences Terminator par le Brésil. Le message envoyé à notre gouvernement et à notre congrès national ne peut être plus clair: le monde entier approuve l'interdiction de ces semences ».

Cette décision n'est cependant pas la panacée, et la menace reste toujours palpable. Les capitalistes n'abandonneront pas si facilement leur utopie de privatiser tout ce qui existe sur terre. Les pressions médiatiques, politiques, économiques et policières continueront, toujours dans l'optique de faire accepter la stérilisation des semences et surtout la privatisation du vivant. « Terminator » will be back, à la prochaine réunion de la CDB des Nations unies, en 2008...

En attendant, la seule solution est l'interdiction totale des brevets et des nécrotechnologies. Il faut agir à tous les niveaux, continuer le combat par le système juridique, le fauchage, la désobéissance civile et en lançant des campagnes internationales et nationales. Ces dernières doivent s'appuyer sur des précédents en Inde, au Brésil et au Zimbabwe pour l'interdiction du gène « Terminator ».

En Espagne, Ecologistas en acción ont planté des graines en face des bureaux de Monsanto pour exiger l'arrêt de la technologie Terminator. Les femmes de Via Campesina a Santa Teresa do Oeste (Brésil) ont découvert des plantations expérimentales transgéniques de soja de Syngenta et les ont arrachées. Comme les plantes transgéniques sont illégales sur le territoire brésilien, l'entreprise est accusée de « crime environnemental » et a reçu une lourde amende. Mais de nombreuses femmes ont été arrêtées et sont prises dans les tracasseries judiciaires. En Nouvelle-Zélande, le ministère de l'Environnement défend la technologie « Terminator » alors qu'en Espagne, la caste royale vient de s'opposer à tout essai en plein champ! Et en France, en Suisse, en Belgique, on en est où?

Espé

groupe Ici et Maintenant, Bruxelles

Sources:

Les amis de la Terre International (22 février 2006)

À Voix Autre, 28 février 2006 (avoixautre. be)

www.grain.org

www.banterminator.org (24 mars 2006): pour des idées, de l'information et du matériel de sensibilisation.

Royaume-Uni

Introduction de la carte d'identité

La chambre des Communes s'est prononcée le 14 février pour la création en Grande-Bretagne d'une carte nationale d'identité, qui viendra s'ajouter au passeport, l'autre pièce d'identité possédée par la population.

Par 310 voix contre 279, le gouvernement de Grande-Bretagne s'est déclaré favorable à l'introduction d'une carte d'identité. Le projet avait été approuvé en première lecture par les députés en octobre avant d'être bloqué par la chambre des Lords. Selon le texte de compromis élaboré par le gouvernement, cette carte d'identité payante ne sera pas obligatoire dans un premier temps, mais seulement délivrée lors d'une demande ou d'un renouvellement de passeport à compter de 2008. « La Grande-Bretagne n'est pas, encore, un État totalitaire. »

L'espoir que les parlementaires du Labour développent une épine dorsale et rejettent les plans les plus malsains du gouvernement a été, sans surprise, écrasé quand ils ont soutenu le projet des cartes d'identité. Bien qu'il ait dans un premier temps admis que les cartes d'identité n'auraient pas empêché les attentats à la bombe de juillet, le gouvernement a employé le spectre du terrorisme pour fairepasser la loi.

Mais pourquoi faisons-nous face à une probabilité croissante de terrorisme ? À cause de la politique impérialiste du gouvernement. Ainsi, on se sert d'une politique stupide, inefficace et autoritaire pour en introduire une autre. Est-ce ce que Blair entendait par « s'engager » dans le gouvernement ?

[...]

Cependant les cartes d'identité sont un choix « volontaire ». Néanmoins, une fois que les cartes d'identité seront introduites, nous pouvons nous attendre à ce qu'elles soient employées dans de plus en plus d'aspects de la vie, rendant impossible de ne pas en posséder une. Ainsi le choix « volontaire » deviendra assez vite obligatoire. Elles sont actuellement simplement liées aux passeports. Ce qui signifie que si vous souhaitez quitter le pays, vous aurez besoin de la carte d'identité. N'importe quelle société qui se prétend libre devrait être basée sur la libre circulation de ses membres et sur leur libre départ si ceux-ci le désirent.

Ce principe fut, un moment, considéré comme la clé pour distinguer les démocraties des États totalitaires.

Et le fait de ne pas pouvoir obtenir les papiers nécessaires pour quitter le pays sans se soumettre aussi à la possession d'une carte d'identité est fondamentalement en désaccord avec celui-ci. Il en va de même pour l'idée que vous deviez informer l'État lorsque vous changez d'adresse. Le gouvernement minimise la valeur de l'information que les nouvelles cartes d'identité contiendront, mais elles doivent évidemment contenir plus d'informations qu'un passeport sinon elles n'auraient pas de raison d'être. Les partisans de la carte notent que d'autres États européens disposent des cartes d'identité. Cependant, ils ne mentionnent pas deux choses.

Premièrement, ces cartes ne sont pas liées à une base de données nationale stockant le même genre d'information personnelle que celle que Blair veut. Elles ne sont pas non plus biométriques. En tant que telles, elles ne sont pas vraiment comparables.

Deuxièmement, ces cartes ont toutes été imposées par des régimes fascistes et, par conséquent, leurs populations ne pouvaient pas résister à leur introduction. Que, plus tard, on les ait utilisées est un argument bien fragile. On s'habitue malheuresement souvent aux nombreuses limitations de sa liberté.

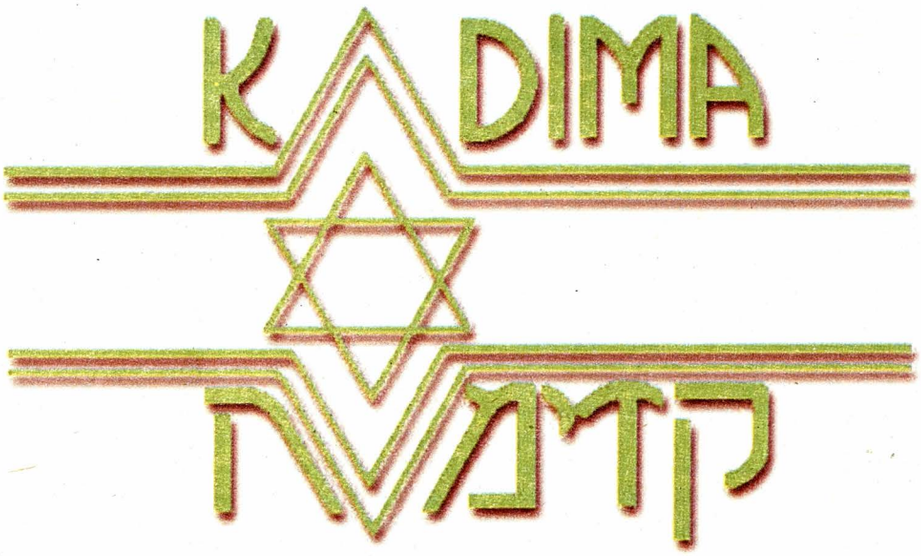
La Grande-Bretagne n'est pas, encore, un État totalitaire, bien que le New Labour poursuive dans cette voie la dérive entamée par Thatcher. Ce n'est pas une coïncidence si les cartes d'identité ont d'abord été proposées par les Tories (et rejetées par le Labour) dans les années 1990. Que le New Labour les refile au public suggère que c'est souhaité par la bureaucratie d'État. En tant que tel, c'est du contrôle social. Par ailleurs, cela confirme l'analyse des anarchistes : ce n'est pas les politiciens qui changent le système, c'est le système qui les change.

Tout n'est cependant pas perdu. Nous pouvons résister. Comme les anarchistes l'ont toujours proclamé (et comme nos représentants l'ont tout simplement montré), nous ne pouvons pas compter sur quelqu'un d'autre pour défendre nos libertés. Nous devons compter sur nous-mêmes et sur notre propre force pour résister à ceux au pouvoir. Comme via l'impôt local, nous pouvons employer l'action directe pour résister aux cartes d'identité et en finir avec elles. Les anarchistes devraient être au premier rang en organisant un tel mouvement.

Iain Mackay
pour le bimensuel anarchiste Freedom

Israël-Palestine

L'héritage de Sharon



Raoul Boullard

Vingt pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté; multiplication des soupes populaires; taux d'abstention jamais encore atteint dans le pays. La misère devient de plus en plus voyante.

C'est dans ce cadre-là que se sont déroulées les élections israéliennes qui ont vu en outre émerger un « parti des retraités » qui recueille sept sièges et qui véhicule des revendications sociales. Le parti d'extrême droite Shass lui-même se fait le porte-parole des juifs sépharades victimes de discrimination.

Ajoutons également qu'un nombre croissant de citoyens se rendent compte que la politique jusqu'alors menée par les gouvernements successifs, ruineuse en termes de coûts imposés par l'état de guerre permanent, se faisait aux dépens de toute politique sociale et que c'étaient en fait les pauvres d'Israël qui payaient le maintien des colonies implantées en territoire occupé.

Quelques auteurs israéliens avaient pu suggérer que l'État d'Israël ne devait sa survie qu'à l'état de guerre permanent qui cimentait l'unité nationale contre un ennemi commun. On imagine à quel point les contradictions internes de la société israélienne ont dû être contenues, réprimées par le sentiment de menace extérieure permanente. La perspective d'une paix avec les voisins arabes a pu créer une sensation de vide, de panique. Les couches dominantes de la société israélienne pouvaient également craindre une brusque libération des contradictions jusque-là contenues :

« Depuis le plan de partage de 1947 et la création de l'État d'Israël, en 1948, la société israélienne avait trouvé sa cohésion face à la menace extérieure », dit Alain Dieckhoff qui ajoute : « Un processus qui conduirait à la paix ferait apparaître les contradictions internes de cette société. » (*Israéliens et Palestiniens, l'épreuve de la paix*, Aubier éditions).

Ainsi, la fin de cet état de guerre aurait fait éclater, à l'intérieur du pays, les contradictions sociales précisément étouffées par l'état de conflit larvé.

Or on assiste peut-être aujourd'hui à un basculement : maintenant, c'est le maintien de l'état de guerre permanent qui risque de susciter une explosion sociale à l'intérieur. C'est sans doute là que réside le génie politique d'Ariel Sharon, qui aurait compris cela. La création de Kadima, un parti issu du Likoud, le parti de droite dont il était un des fondateurs et le dirigeant, a été un coup de poker magistral qui a réussi. C'est un peu comme si une scission de l'UMP gagnait les élections en France, en ratissant au passage une partie de l'électorat socialiste.

Ehud Olmert se déclare prêt à retirer unilatéralement ses troupes des territoires occupés, mais il faut préciser de quoi il entend se retirer. Pour comprendre cela, il faut avoir à l'esprit ce qui a constitué la constante de la politique

israélienne depuis le début, quel que soit le gouvernement. Cette constante est fondée sur l'idée du « transfert », c'est-à-dire en fait la déportation des Palestiniens en dehors du territoire revendiqué comme étant celui d'Israël.

Le « transfert » des Palestiniens

Le projet sioniste envisageait l'expulsion en masse des Palestiniens, appelée pour la circonstance « transfert ». Michel Warschawski n'hésite pas, quant à lui, à parler d' « épuration ethnique » (Michel Warschawski, « État, nation et nationalisme. – Actualité du sionisme », *l'Homme et la Société*, n° 114, 1994, p. 28). La première forme de résistance des Palestiniens a donc été de s'accrocher résolument à leur terre.

Tom Seguev révèle que Ben Gourion, dans les années 1930, évoqua le « transfert », c'est-à-dire l'expulsion massive des Palestiniens, mais qu'il avertit ses compagnons de ne pas en parler en public (Tom Segev, *Haaretz*, Tel-Aviv, cité par *Courrier international*, 10-16 novembre 1994). Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères du jeune État d'Israël, écrivit :

« Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres non [...]. La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fondra dans les couches les plus pauvres du monde arabe. » (Archives de l'État, ministère des Affaires étrangères, dossiers « Réfugiés », n° 2444/19.)

Le journal *Hadashot* du 11 janvier 1985 évoque le « Plan D » préparé par le colonel Igal Yadin en mars 1948, qui prévoyait la destruction des villages qu'on ne pouvait occuper, l'occupation de la localité suivie de l'expulsion de sa population.

Il n'est cependant pas nécessaire de consulter les archives pour se convaincre de la volonté délibérée d'une grande partie des couches dirigeantes et de la population de « transférer » les Palestiniens : c'est un débat ouvert qui revient fréquemment dans les médias israéliens, à tel point que *le Monde*, dans son éditorial du 25 mai 1990, écrivait :

« Chose naguère impensable, beaucoup évoquent le "transfert" des Arabes – autrement dit leur déportation définitive – comme une éventuelle solution politique. »

L'éventualité d'un « transfert » – euphémisme pour déportation – des Palestiniens est une préoccupation permanente des dirigeants d'Israël ; le seul frein à la mise en place d'une telle politique se trouve dans l'impact qu'elle aurait sur le plan international. Cette idée reste encore parfaitement d'actualité : Avigdor Liebermann, le chef du Shass, le parti d'extrême droite des juifs russophones, en a fait un des points de sa campagne électorale.

L'un des principaux idéologues du « sionisme social », Berl Katznelson, déclarait en 1987 :

« Le transfert des Palestiniens a soulevé chez nous des discussions. Cela est-il admissible ? Sur ce point, ma conscience est tout à fait tranquille. Mieux vaut un voisin éloigné qu'un proche ennemi... J'ai cru et je crois encore que les Palestiniens devraient être transférés en Syrie et en Irak (B. Katznelson, *Shaam*, p. 361, cité dans *Al Hamishmar*, 27 janvier 1987 [en hébreu] traduction de Moïse Saltiel). »

Il est évidemment hors de question de demander aux Irakiens et aux Syriens leur avis.

Une telle approche du problème contient comme prémisse une vision indéfiniment militaire des rapports avec les pays voisins.

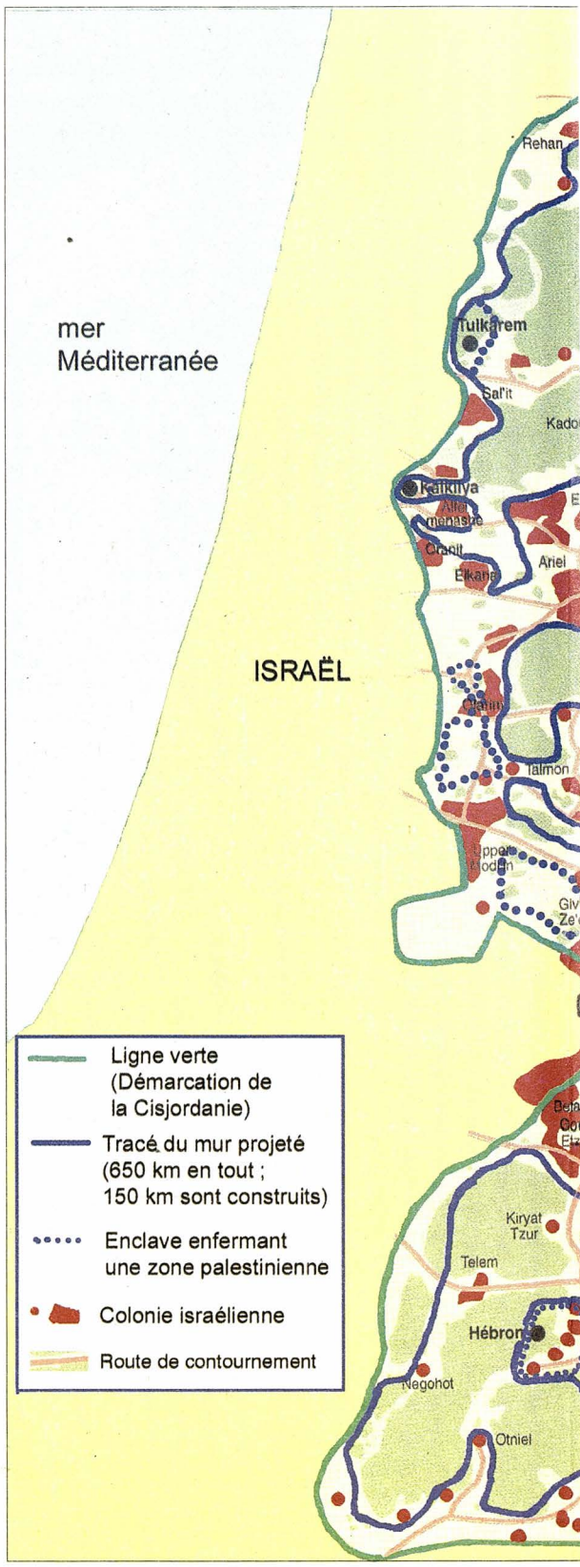
Ariel Sharon, lorsqu'il était commandant militaire du secteur Nord d'Israël, envisageait d'expulser toute la population arabe de la Galilée hors d'Israël (Benziman Ouzi, *On ne s'arrête pas à un feu rouge*, 1986 [en hébreu] traduction de Moïse Saltiel.). Aussitôt après la guerre des Six-Jours en 1967, le gouvernement israélien se réunit pour déterminer le sort des Palestiniens des territoires nouvellement occupés. Begin proposa de transférer les camps de réfugiés dans le Sinaï ; Pinhas Sapir proposa de les transférer en Syrie et en Irak, position soutenue par Aba Eban. Igal Allon déclara qu'on devait les transférer dans des nouvelles implantations du Sinaï, ou les convaincre d'émigrer à l'étranger. D'après Allon : « On ne faisait pas assez pour convaincre les Arabes de tout quitter. » (Melman Yorsi, *Haaretz*, 2 septembre 1990).

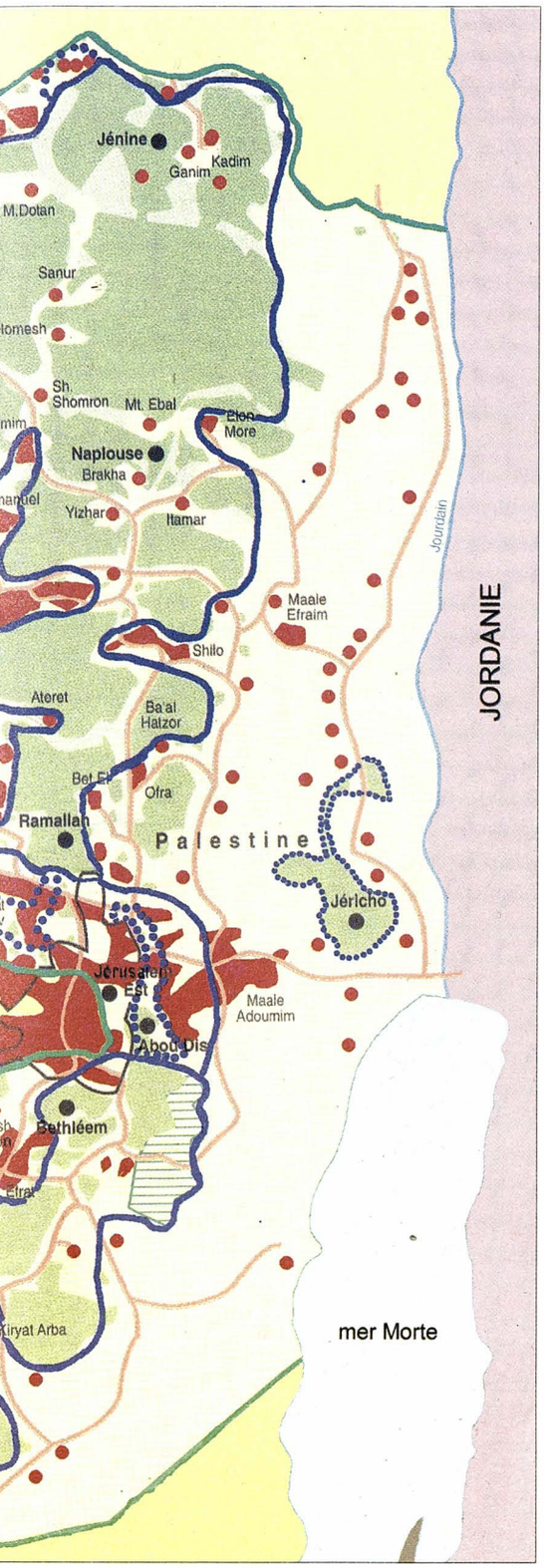
D'autres dirigeants tels que Michaël Dekel, alors vice-ministre de la Défense, allèrent jusqu'à exiger des puissances occidentales qu'elles se chargent du sale boulot du transfert des Palestiniens d'Israël hors de chez eux :

« Pour empêcher la région de se transformer en un baril d'explosifs, les pays occidentaux et les États-Unis ont le devoir politique et moral de se charger du transfert de la population arabe de la Cisjordanie vers le royaume hashémite de Jordanie, qui est leur patrie. » (*Libération*, 30 juillet 1987.)

Là encore, on décide pour les Palestiniens ce qui doit être leur « patrie » une fois qu'ils ont été expulsés, sans évidemment demander aux Jordaniens leur avis, et on fait payer la facture aux contribuables des pays occidentaux.

Ce comportement se trouve justifié par le professeur Sami Smooha, qui considère que « Israël n'est pas un État démocratique dans le





sens accepté du terme », ce qui le place en dehors des critères d'analyse auxquels sont normalement assujettis les États et les sociétés humaines: Israël serait donc hors norme, ce qui n'est évidemment pas acceptable.

Le « transfert » nouvelle manière

Quel que soit le parti, cette politique de transfert reste la même. Certains politiciens l'entendent dans le sens littéral, comme Lieberman, le chef du Shass. Son point de vue va jusqu'à expulser d'Israël les citoyens israéliens d'origine arabe. D'autres voient cela de manière plus intelligente et se résolvent à accepter l'inévitable, c'est-à-dire d'une part le fait que les Palestiniens ne partiront pas, d'autre part le fait que leur déportation est impossible du point de vue de l'opinion internationale.

L'alternative à cette politique est simple. La politique de déportation des Palestiniens était motivée par la volonté d'accaparer leur terre. Puisqu'on ne peut pas les déporter, on va récupérer le plus de terre possible en concentrant les Palestiniens sur le moins de terre possible. Et à l'intérieur de ces enclaves, qu'on doit bien appeler bantoustans, on va leur accorder l'autonomie, comme ça les autorités israéliennes n'auront pas à gérer une situation ingérable.

Sharon est sans doute celui qui a le mieux compris que les Palestiniens s'accrocheront indéfiniment au peu de terre qui leur reste, et que l'état de guerre permanent qui avait jusqu'à présent cimenté la population israélienne et étouffé les revendications sociales risquait maintenant de la désagréger et de provoquer de graves conflits sociaux à l'intérieur.

Mais Sharon avait pris ses précautions et avait garanti ses arrières: l'évacuation de la bande de Gaza et la construction du mur.

L'évacuation de la bande de Gaza [1] était à l'ordre du jour depuis très longtemps car tout le monde reconnaissait qu'elle était devenue ingérable. Sharon n'a rien fait d'autre que de se débarrasser d'une poudrière qui menaçait d'exploser à tout moment, en présentant cela comme une énorme concession politique. En même temps cette prétendue concession lui avait permis de légitimer des mesures contre les Palestiniens. Olmert lui aussi va sans doute faire évacuer quelques petites colonies en Cisjordanie afin de donner un affichage international à sa « bonne volonté » – et l'événement sera sans doute largement médiatisé – mais pour l'essentiel il ne cédera rien.

La question du mur de séparation construit par les autorités israéliennes pour enfermer les Palestiniens se justifiait, aux dires des autorités israéliennes, par la nécessité d'empêcher les actes de terrorisme palestinien. En réalité, la lutte contre les attentats palestiniens n'est pas la véritable raison de la construction de ce mur. Le simple tracé de ce mur, qui est presque fini, révèle de façon limpide les intentions réelles du gouvernement israélien.

Il s'agit de la dernière étape d'un processus commencé il y a longtemps et mis en œuvre avec une extrême ténacité. C'est le symptôme de l'échec du sionisme à mettre en application son plan initial d'expulsion en masse des Palestiniens des territoires que les Israéliens revendiquent comme le leur, au nom de la Bible.

Ce projet initial consistait à annexer un territoire dont les dirigeants israéliens auraient souhaité qu'il soit vidé de sa population palestinienne. Faute d'avoir pu réaliser cet objectif d'épuration ethnique, pour reprendre le terme de Warschawski, les autorités israéliennes ont choisi une autre voie, finalement peu différente, celle de la relégation des Palestiniens dans des bantoustans. Ce n'est pas à proprement parler une « ex »-pulsion, c'est une « in »-pulsion.

La construction du mur a commencé en avril 2002, sans que cela suscite de réaction au niveau international. Il s'agit d'un projet pharaonique pour un pays de sept millions d'habitants qui entreprend la construction d'un mur de 650 kilomètres et dont le coût est estimé à 1,2 milliard d'euros.

Le tracé de ce mur, faut-il s'en étonner, ne suit pas le tracé actuellement reconnu par le droit international, il empiète systématiquement sur le territoire palestinien. Il constitue le tracé des futures frontières de l'État hébreu tel que l'entendent les autorités israéliennes, qui annexent littéralement 50 % de la Cisjordanie.

L'examen de la carte montre qu'Israël annexe une bande de terre orientée Nord-Sud, de 15 à 35 kilomètres de large. Les Palestiniens se voient ainsi interdire tout accès au Jourdain. En fin de compte, Israël annexe plus de la moitié de la Cisjordanie, réalisant le plan que la gouvernement Begin avait tenté de mettre en œuvre en 1978, sous la direction de... Sharon.

Le tracé vert de la carte représente le territoire palestinien défini par les résolutions de l'ONU à la suite de la guerre de 1967. Le tracé bleu représente le mur érigé par les Israéliens pour enfermer les Palestiniens. Les parties rouges représentent les colonies israéliennes. On constate que celles-ci empiètent largement sur le territoire palestinien. On constate également que le mur tronçonne le territoire palestinien en morceaux discontinus.

On se demande bien comment constituer un État dans ces conditions. D'autant que, à l'intérieur des zones en bleu circulent des

routes contrôlées par les Israéliens et qui coupent, à l'intérieur même de chaque « bantoustan » les zones palestiniennes.

Ces routes dites de « contournement » sont un des éléments essentiels de la politique israélienne. Réservées aux Israéliens, elles sont destinées à relier les colonies juives sans traverser les enclaves palestiniennes. Mais elles sont également un moyen d'isoler les zones palestiniennes entre elles. En outre, elles impliquent la mise en place de zones de sécurité de chaque côté de la route qui constituent autant d'annexions territoriales aux dépens de Palestiniens.

On constate à ce sujet une remarquable continuité dans la politique d'Ariel Sharon. Lorsqu'il était le responsable du comité interministériel chargé des colonies de peuplement, il a adopté un projet de « double colonne vertébrale » mis au point par un certain professeur Abraham Fokhman. Ce projet, adopté en 1978, fut appelé plan Sharon. Il s'agissait :

– D'établir, dans un délai de vingt ans, deux lignes de colonies de peuplement s'étendant, l'une le long de la plaine littorale, l'autre des hauteurs du Golan au nord jusqu'à Charm el-Cheikh au sud ;

– De constituer six grands centres urbains au cœur même de la Cisjordanie ;

– D'encercler la population palestinienne par des colonies civiles et militaires en isolant les secteurs urbains palestiniens tels que Naplouse, Ramallah, Bethléem, Jéricho et Hébron ;

– D'accroître la segmentation des centres à forte population palestinienne en créant trois routes Est-Ouest reliant les colonies juives entre elles et avec Israël.

C'est exactement ce qui s'est passé.

Dernier point, la comparaison entre la carte du peuplement palestinien et une carte du relief montre une curieuse coïncidence entre les zones de peuplement palestinien et les collines. En d'autres termes, les Palestiniens sont relégués sur les hauteurs tandis que, en Cisjordanie même, toutes les plaines, et en particulier la plaine du fleuve Jourdain, restent aux mains des Israéliens.

Conclusion

La politique israélienne dans les territoires occupés a cette caractéristique qu'elle ne cherche pas à intégrer la population palestinienne dans un rapport économique de domination mais à vider le territoire de sa population.

Le colonialisme classique vise à garantir un maximum d'avantages à la puissance dominante mais ne nie pas le droit d'existence à la population dominée. La politique israélienne, quant à elle, ne cherche pas seulement l'exploitation maximale des ressources du territoire mais à créer des conditions de vie suffisamment insupportables pour provoquer l'évacuation de la population autochtone. Les Israéliens veulent les territoires occupés, mais pas la population qui y vit.

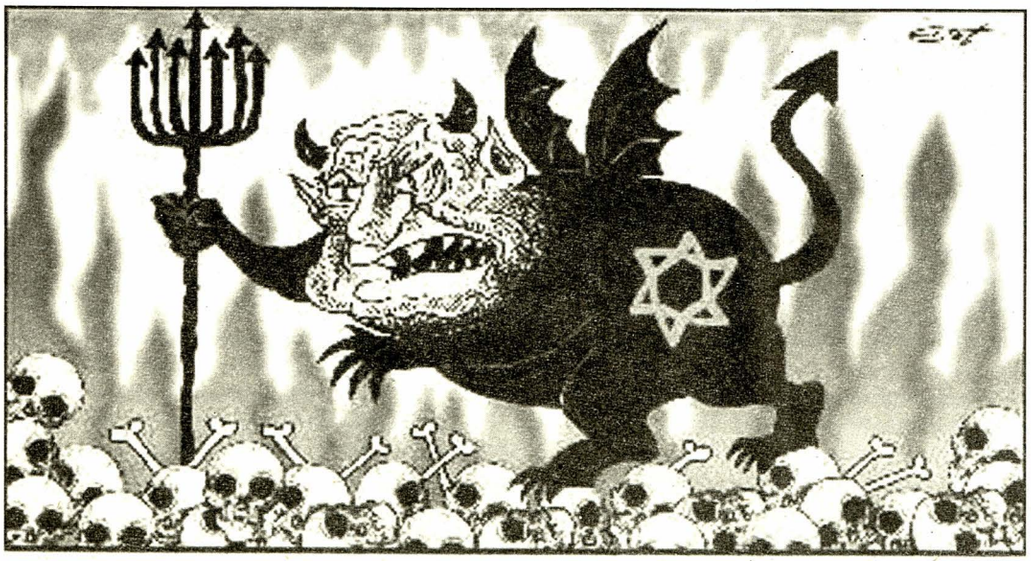
La construction du mur représente le compromis le plus acceptable du point de vue israélien, compte tenu que la politique d'expulsion des Palestiniens n'a pas pu être entièrement réalisée.

Les médias vont interpréter les intentions de retrait unilatéral d'Ehud Olmert comme un acte de bonne volonté. Dans la mesure où les Palestiniens sont d'ores et déjà confinés à l'intérieur d'un mur délimitant les zones réduites dans lesquelles les Israéliens sont disposés à les laisser vivre, ces derniers peuvent bien se retirer « unilatéralement » : ils ne se retirent pas de grand-chose.

Olmert va tout simplement mettre la touche finale au projet d'Ariel Sharon, qui était de créer un mur enveloppant complètement plusieurs « bantoustans » séparés les uns des autres, sans continuité territoriale, provoquant ainsi la destruction de tout le tissu économique et social de la Palestine.

Si ce plan est un jour réalisé, les Palestiniens vivront derrière des murs cantonnés dans des zones d'où ils ne pourront sortir que grâce à des laisser-passer, totalement dépendants de la bonne volonté des Israéliens Il s'agit d'un véritable système d'apartheid.

Mais il y a un joker dans l'affaire, apparu avec l'élection à la tête de l'autorité palestinienne des fondamentalistes du Hamas…



Al-Watan, July 27,2002 (Qatar)

1. La bande de Gaza s'étend sur une surface de 360 km². Un tiers de cette surface a été accaparé par Israël. Sur les deux tiers restant vivent un million de Palestiniens : la plus forte densité de population du monde. Le gouvernement d'Israël a développé dans cette bande une région longue de 12 km et large de 5, dénommée Gush Katif. Le nombre de colons qui vivaient dans la bande de Gaza est estimé à 8000. Ironie de l'histoire, lorsqu'il était ministre de l'Habitat, Sharon avait délivré des permis de construire pour 1 500 maisons.

Coran alternatif ou Coran continu

Quelle nuit ! Je viens de la passer à la recherche de ce qui se dit sur Internet à propos de l'islam et de ses désagréments. J'ai commencé par listislam.cjb.net, un site si mystérieux quant à ses auteurs, mais si chrétien et si yankee dans ses éloges, qu'il est difficile de le croire innocent de tout lien avec l'un des organes, public ou clandestin, du gouvernement des États-Bénis. Listislam recense tout, ou presque :

– Les sites hindous, voire extrême hindous, qui rappellent que lors de la séparation de l'Inde et du Pakistan, en 1947, les musulmans ont massacré des centaines et des centaines de milliers d'hindous (les hindous survivants leur ont rendu la politesse).

– Les sites chrétiens, américains le plus souvent, qui s'inquiètent de prouver aux musulmans que le Coran abonde en réminiscences chrétiennes mal digérées (mais 1. Rien n'est bien digéré dans le Coran ; 2. Les musulmans le savent déjà, merci). Ces sites offrent à l'internaute athée l'impression savoureuse de voir l'hôpital se moquant de la charité. Ils se donnent beaucoup de mal pour dénicher des conversions d'enturbannés déposant leur poignard, s'agenouillant à l'ombre de la croix, et proclamant leur abandon du sadisme glorieux pour le masochisme glorifié.

– Les sites terrifiés qui, comme Jérémie annonçant la destruction de Jérusalem, crient à l'islamisation imminente de la France, à l'infiltration des États-Bénis par les taupes d'Al-Qaïda et à la prise du pouvoir dans le monde entier par les Nations unies (sic), à la ruine prochaine du Danemark vidé de son sang par les musulmans assoiffés d'aide sociale.

Ceux-là se retiennent mal d'en profiter pour appeler à l'union de la race blanche, au relancement des croisades, au perfectionnement technologique des ratonnades, et au retour des valeurs nationales morales.

– Les sites qui tentent de trouver dans le Coran autant de contradictions et d'absurdités qu'on en trouve dans la Bible ; leur quête tourne bientôt court parce que le Coran est une rumination si vide, si vague, si incohérente, si pathologique, que l'on retombe sempiternellement sur les mêmes arguments ; la cosmologie médiévale, les versets taillés sur mesure pour satisfaire la vie sexuelle de Mahomet, la grossièreté de son Paradis, la contradiction entre le verset qui proclame qu'il n'y a pas de coercition en matière de religion et la bonne vingtaine de versets différents qui appellent au meurtre de quiconque doute de la mission divine de l'époux d'Aïsha, six ans, déflorée à neuf. Mais j'ai quand même appris que le mot « châtiment » reviendrait 365 fois dans le Coran.

Trois types de sites valent en revanche la visite. Les plus tragiques : les sites iraniens (commencez par homa.org), dont certains montrent d'atroces vidéos de supplices musulmans (la lapidation ne peut se faire qu'avec des pierres ni plus petites, ni plus grosses qu'un poing d'homme, etc. imaginez la rapidité de la mort des femmes lapidées) et apportent bien d'autres preuves de la brutalité de la théocratie iranienne.

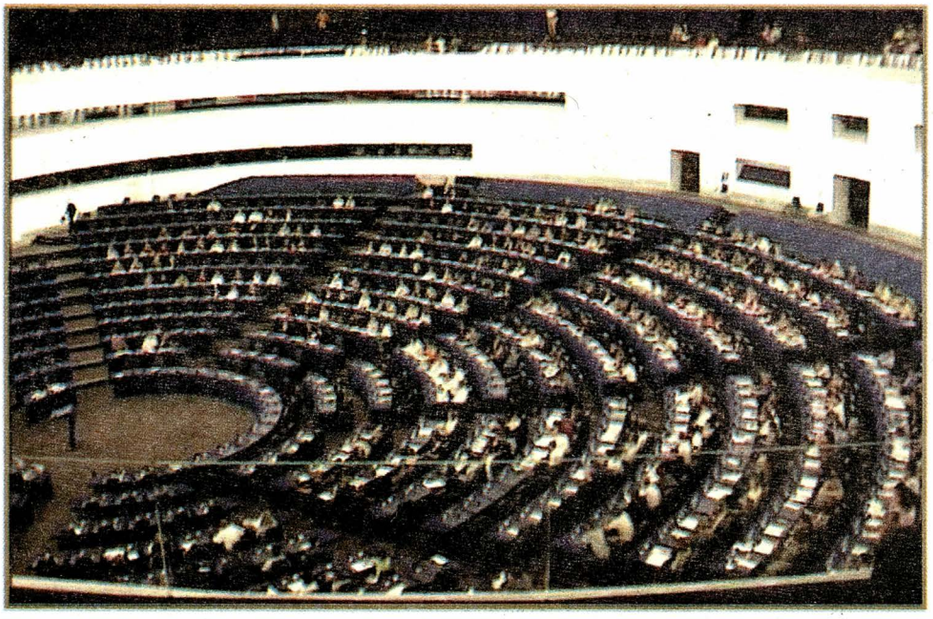
Les plus émouvants : les sites d'athées et d'apostats d'origine musulmane, dont le plus ancien est sans doute celui d'Ibn Warraq, l'auteur dont j'ai rendu compte quelques mois plus tôt. Ces sites commencent à apparaître, en grande partie grâce au courage de Warraq et des apostats présents sur son site, comme des champignons après la pluie. On voit des Turcs (non pas Atatürk, mais Atheturk), des Égyptiens (theegyptblog.blogsnet.com), des Malais, des Français (Islamla.com). Si j'en crois les déboires de mon ordinateur tentant de cliquer sur des onglets, ils semblent subir de sérieuses attaques de la part de hackers barbus.

Enfin, rarissimes, les sites drôles, ou qui se veulent drôles. L'un y réussit presque, si l'on n'est pas trop regardant ; il affirme être l'œuvre de femmes musulmanes (musulmanesonline.com). Elles proposent, entre autres, la liste complète des versets anti-infidèles du Coran et un onglet « Féminité-shopping », dont on devine de quelles images il accompagne le « baby-boom », le « cocktail Molotov sans alcool », ou « la colonie de vacances à Ramallah ». C'est d'un dessin de ce site que vient le titre, pas très subtil certes, de cet article.

Pourquoi cet humour d'une finesse discutable me rend-il heureux ? Parce que c'est lorsque ses propres affidés commencent à se moquer d'elle ouvertement qu'une religion voit le commencement de la fin.

Nestor Potkine

La loi, la vie, tout ça



Entre juin 1981 et décembre 2005, 1360 lois ont été votées par les valeureux parlementaires de la France.[1] Grande et noble activité que voilà.

Les lois sont nécessaires, il paraît, pour vivre en communauté. Sinon, c'est l'anarchie, le désordre, le chaos. La société se déliterait, plus rien n'irait droit, tout irait de travers.

Alors, ces valeureux élus, sans qui rien n'irait plus, s'agitent beaucoup pour porter à bout de bras cette société qui sans leur action n'en finirait pas de se liquéfier.

Saluons leur courage et leur abnégation.

Car quel individu de quelque espèce serait assez fou pour passer son existence à écrire des lois ? Qu'est-ce qu'une loi au fond ?

Une loi, vois-tu petit, c'est un texte qui codifie un comportement. Une fois écrite, des individus dédient leur existence à faire en sorte que tout un chacun respecte bien ce qui est écrit. Ce sont tous ces policiers, ces juges, ces avocats et autres je-ne-sais-quoi qui se dévouent corps et âme (car ils ont une âme, eux) pour que toi et moi nous fassions comme leur loi dit qu'il faut qu'on fasse et pas autrement.

Car ne pas respecter la loi, c'est mal.

Par exemple, au moment où je donne un peu de mon temps à la cause anarchiste en écrivant ces quelques lignes qui te convaincront que la loi c'est la mort, eh bien ces élus écrivent une loi fort importante qui va concerner l'usage que tu feras des moyens de communication moderne, tu sais, l'Internet et tout ça. Car, dans leur vision du monde, il y a des choses très mal qui se passent sur Internet.

Par exemple, tu as sur ton disque dur des fichiers musicaux et tu donnes ces fichiers à tes amis par Internet. C'est mal. Car c'est du vol. C'est du vol parce que des individus ont passé quelques heures enfermés dans des studios et ont plus ou moins joué de la musique que d'autres ont ensuite un peu bidouillée pour la mettre sur un CD pour que tu penses entendre des gens jouer de la musique pour de vrai chez toi, avec un lecteur de CD.

Si tu dis à ces élus que tu ne voles pas, puisque en copiant tu crées une copie supplémentaire, et donc d'une certaine manière, on se retrouve avec plus de richesse qu'avant, ils te regarderont très mal. Donc, ne leur dis pas. Et ne vole pas. Car c'est mal. Tu dois respecter la loi. C'est tout.

Ah, que serait le monde sans toutes ces lois ?

La jungle assurément.

Un coin d'univers où d'improbables réactions chimiques nous ont engendrés, toi et moi. On serait là, assis face à toutes ces choses qu'on ne comprend qu'à grand peine. On essayerait de partager le plus possible, pour tout le monde. On inventerait des techniques pour manger tranquillement de la bonne nourriture qu'on aurait créée en fonction des besoins de nos corps et pas d'impératifs économiques débiles.

On travaillerait, un peu, pour participer au grand bazar collectif. Le reste du temps, on ferait (oui, tu lis bien ami, « ferait ») de la musique qu'on partagerait, pour rigoler, sans s'embarrasser de droits de copie et je ne sais quoi. Juste pour le plaisir d'être ensemble et de se donner du plaisir les uns aux autres.

On saurait qu'on n'est pas grand-chose et que rien ne sert de s'agiter comme ça, pour rien, à tout codifier et réglementer.

T'imagines si, à l'époque, nos ancêtres avaient mis un droit de copie sur le feu ? C'est dingue comme idée, t'es bien d'accord ?

Alors comment se fait-il que les lois te semblent si naturelles, si normales, comme allant de soi et étant nécessaires ?

Parfois, mon petit, je ne te comprends pas.

Je me console en me disant que toi non plus tu ne me comprends pas. Un jour on se comprendra, peut-être ?

Allez, va vivre ta vie. Il est déjà bien tard. La nuit arrive, je dois rentrer, avec mon vélo. Tu prends ta voiture ?

Bonne route. Vers rien.

Cédric
Individuel 06

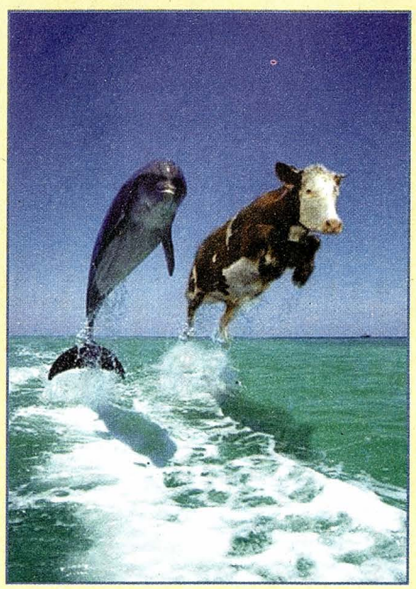
1. Rapport du Sénat de la France, 1er décembre 2005. Disponible sur : http://www.senat.fr/rap/appleg_05/appleg_054.html

Une persévérance salutaire contre le sport

« Le sport est un anti-humanisme de principe. »
Jean-Marie Brohm, *la Tyrannie sportive*.

Dans ce nouvel essai, Jean-Marie Brohm réitère sa thèse fondamentale qu'il ne cesse de démontrer depuis quarante ans : le sport est un opium du peuple. Sa démonstration dialectique se loge tout contre celle des apologistes du sport : intellectuels, sociologues, journalistes, syndicalistes qui tendent tous, à des titres divers, à nier cette thèse. Ce qui permet de comprendre fondamentalement ce qu'est le sport ; c'est avant tout sa condition de possibilité : le mode de production capitaliste dans sa phase globalisée. Et non pas le sport lui-même. C'est en ce sens que la thèse de Brohm est dialectique et ouvre à la complexité.

Harpo



Jean-Marie Brohm, *la Tyrannie sportive. Théorie critique d'un opium du peuple*, Paris, collection Prétentaine. Essais en sciences humaines-réflexions philosophiques, Beauchesne éditeur, 2006, 24 euros, 224 p.

Et c'est une entreprise salvatrice que ce livre, tellement notre époque est devenue rétive à toute pensée critique : déconstruire les « allant-de-soi » qui font du sport une fête, un plaisir, un effort libérateur ou un gage de santé est une activité critique précieuse. L'idéologie sportive s'apparente à une foi religieuse spécifique. Cet essai reste attaché au réel et à sa dynamique plutôt que d'envisager des plans pour les « marmites de l'avenir » sportif. La réfutation du dogme selon lequel, malgré tout le mal qui gangrène le sport, le bien fini toujours par triompher, est mise en valeur tout au long de l'exposé. Le bien, ce serait toujours et malgré tout la victoire sur le mal, c'est-à-dire la paix des peuples, un idéal sacré porteur de valeurs dans un monde éclaté, un référent incontournable de l'humanité, une source de joie qui compense les misères quotidiennes.

Le contenu du texte est double : contrairement à beaucoup de sociologues du sport, Jean-Marie Brohm expose ses implications politiques et ne se cache pas derrière une posture « scientifique » ; posture qui reste bien trop souvent aveugle aux fonctions politiques du sport-spectacle de masse. Faire œuvre scientifique, c'est aussi remettre en cause ce qui est convenu et ouvrir à la conscience des pans de réalité restés dans l'ombre. Révéler ses propres implications de chercheur est un gage de scientificité contrairement à ce que pensent les positivistes scientistes. Deuxièmement, en tant qu'universitaire, il développe des notions permettant la compréhension (et l'intervention !) de l'institution sportive.

Le sport c'est l'opium du peuple !

C'est ce deuxième point qui pourra plus particulièrement intéresser les militants souhaitant ne pas laisser cet aspect du capitalisme dans le silence et le désert. Selon Jean-Marie Brohm, le sport est en rapport avec le développement récent du capital. Il repère deux tendances au sein de la marchandisation du monde par le sport : le développement du « mode de production sportif » (le sport en tant qu'entreprise capitaliste spécifique) et « la spectacularisation universelle » du sport (colonisation de la vie quotidienne) qui a des effets politiques funestes pour l'émancipation de la communauté humaine (*Gemeinwesen*, disait Marx).

Fort de sa démonstration, il n'est pas avare de définitions sur le sport. Bien sûr, elles ne correspondent en rien à celles convenues où le sport est réduit à un exercice physique bénéfique, ou encore à un lieu de socialité particulier qui compense les violences de la société, voire (pire) à un « outil d'émancipation populaire » ou même « féministe ».

« Le sport, dit Jean-Marie Brohm – et cette thèse est la clef de toutes les divergences qui séparent radicalement *la Théorie critique du sport* de toutes les variantes de la sociologie positiviste – n'est pas un innocent ensemble de *pratiques physiques*, un anodin système de *jeux*, un « espace de distinctions » ou une éducation du corps mais une agence intégrée et intégriste du capitalisme mondialisé. Le sport apparaît alors sous son vrai visage : un appareil d'hégémonie multiforme dont la fonction essentielle est de distiller l'idéologie dominante comme le foie secrète la bile. » (p. 27).

Plus loin, on trouve la définition suivante : « Le sport est non seulement une politique de diversion sociale, de canalisation émotionnelle des masses, mais plus fondamentalement encore une coercition anthropologique majeure qui renforce et légitime l'idéologie productiviste et le principe de rendement de la

société capitaliste. Le sport est ainsi une injonction autoritaire au dépassement de soi et des autres, la mise en œuvre institutionnelle de cette contrainte sans cesse énoncée au surpassement. » (p. 220).

Ces définitions justifient pleinement le titre de l'ouvrage: *la Tyrannie sportive* est en quelque sorte un despotisme sans tyran, une servitude volontaire qui génère de vastes troupeaux par-delà le monde sans oppression voyante.

Le sous-titre, « Théorie critique d'un opium du peuple » laisse supposer que le sport de compétition n'est pas le seul opium. Cependant, la démonstration montre qu'il est parmi les plus virulents parce que le capitalisme globalisé se nourrit de l'idéologie sportive. Doit-on pour autant suivre Jean-Marie lorsqu'il dit: « C'est pourquoi la critique du sport est la condition préliminaire de toute critique sociale. » (p. 127)?

Nous laissons le lecteur se faire son propre jugement en engageant éventuellement le débat.

Le sujet de la critique du sport

En tout cas, loin de cet universitaire, l'idée de considérer le peuple comme un troupeau. Tout son essai engage au contraire ce dernier à retrouver sa dignité et sa conscience: en ce sens « le peuple » n'est pas la foule ou la meute qui se pavane devant les jeux du cirque.

« La Théorie critique du sport envisage à cet égard une lutte combinée: d'une part, la destruction de la logique aliénante du sport de compétition et de ses avatars par la contestation globale du capitalisme, d'autre part, l'abolition des catégories du capital et du fétichisme de la marchandise par la mise en question systématique de l'institution sportive. » (p. 89).

Cette critique radicale peut trouver une perspective pratique mais elle est loin d'être évidente: ce n'est pas l'objet du livre. Mais même sur le plan théorique, Jean-Marie Brohm n'est pas tendre avec les théoriciens (souvent des universitaires comme lui, formés par lui) qui tentent de faire œuvre critique sur le sujet:

« Les débris sectaires issus de *théorie critique* ou influencés par elle et qui se sont lovés dans les niches carriéristes ou les revues pseudo-critiques ont mené un combat à la vie à la mort contre les fondateurs qui eux ont continué le mouvement... » (p. 109).

Qui peut pratiquer la critique selon lui? On le devine lorsqu'il parle de l'histoire de la « théorie critique du sport », et en particulier dans les années 1960-1970 où, dit-il, elle était évidente à gauche et à l'extrême gauche ou chez les enseignants d'Éducation physique.

Ce sont les luttes à venir (à réactualiser?) elles-mêmes qui peuvent s'emparer de la Théorie critique du sport et la développer dialectiquement. Les travaux pratiques de la théorie restent à inventer!

H.

Petits arrangements avec l'exploitation

Caroline La Rue

« Tous ceux que la société flagelle dans l'intimité de leur être veulent d'instinct les revanches aiguës. »

Zo d'Axa, *L'En Dehors*, 1892

Aujourd'hui encore, je quitte le lycée plus tôt que prévu. Cela fait quatre jours que des jeunes venus des cités ou des lycées voisins se rassemblent devant l'établissement, dissuadent les élèves d'aller en cours, provoquent des mouvements de panique, brûlent quelques voitures, cassent toutes les vitres qui sont à leur portée, s'affrontent aux forces de l'ordre et caillassent au passage quelques passants. Des esquisses d'émeutes, sans but déclaré, sans organisation visible. Les enseignantes et enseignants ont demandé la fermeture du lycée; avec quelques collègues syndiqués, nous en profitons pour écrire un tract contre le CPE afin de relancer la mobilisation, que les incidents violents ont tendance à éclipser.

Devant le lycée, j'attends le bus qui ne vient pas: les conducteurs doivent en avoir assez de slalomer entre les pavés qui volent. Sous l'abribus aux vitres brisées, je discute avec un vieux monsieur qui habite le quartier.

Quand je lui dis que je suis prof, il me raconte ses années de lycée, les enseignants dont il se souvient (il a grandi au Maroc). Il évoque le respect que les élèves avaient à l'époque pour les professeurs, mais aussi le respect que les professeurs avaient pour les élèves. J'aime bien l'écouter: il a plaisir à faire revivre sa jeunesse; il parle des gens avec chaleur et tendresse, mais sans démagogie. Nous décidons d'aller ensemble prendre « le train » (le RER), puisque le bus ne vient toujours pas.

« La plèbe ne cessera d'être la plèbe que du jour où elle prendra. »

Max Stirner, *l'Unique et sa propriété*, 1844

En chemin, nous parlons des études, des patrons, du travail. Il raconte : « Quand j'avais 16 ans, j'ai travaillé pendant mes vacances. Le patron me traitait mal. Je n'étais pas respecté, j'étais traité comme un paquet. Je savais une chose pourtant : le patron me donnait de l'argent, mais moi, en échange, je lui apportais mon travail. Nous étions quitte : il n'avait pas le droit de me traiter comme ça.

Alors j'ai été le voir et je lui ai dit : soit vous me traitez comme un être humain, soit je pars. À partir de ce jour-là, j'ai été respecté. Les gens n'aiment pas les faibles. Il faut toujours montrer qu'on sait ce qu'on vaut ». Je lui fais remarquer qu'il y a là une grande différence avec l'époque actuelle : il pouvait, alors, quitter son travail tout en étant sûr d'en trouver un autre. Il conclut : « Mon grand-père me l'a toujours répété, et ma mère ensuite : sois juste, et défends-toi. Si on te frappe, tu frappes. » Je pense à une phrase d'Han Ryner (écrivain anarchiste de la fin du xixe siècle) : « Ne commandez jamais et n'obéissez jamais. Ne travaillez point pour celui qui ne fait rien. » (Les Pacifiques, 1914). Ne soyez ni oppresseurs ni opprimés.

« Qu'est-ce que le peuple ? C'est cette partie de l'espèce humaine qui n'est pas libre, pourrait l'être, et ne veut pas l'être. »

Georges Darien, *la Cause du hors-peuple*, 1904

C'est peut-être cela, finalement, qui manque à beaucoup de nos contemporains : la conscience de leur valeur. Les jeunes n'ont que le mot de « respect » à la bouche, mais partout le respect est absent. À force de se faire juger, classer, réprimander – dès les bancs de l'école maternelle ; puis sélectionner, humilier, exploiter – par des patrons qui savent que le réservoir de main-d'œuvre est inépuisable, l'individu d'aujourd'hui est un individu avili, méprisé, traité comme un « paquet », jeté après usage – sans valeur marchande. Et résigné.

On accepte que sa vie ne soit qu'une longue suite d'humiliations. Le travail de plus en plus tard le soir, ou de plus en plus morcelé.

Les vacances (quand on peut en prendre) programmées, sans surprises. On accepte aussi les médias dirigés par ceux qui ont le pouvoir, la télé abrutissante, les livres édités par des marchands d'armes. Les élus dont on sait qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. La course à la consommation qu'on fait passer pour la liberté. Les loisirs uniformes où on voit l'égalité. Les conversations soliloques à son portable, qu'on prend pour la fraternité. Et même, on en redemande...

Une minorité organise la mise sous tutelle et l'exploitation du plus grand nombre et programme la destruction de la planète. Mais le pire n'est pas là, il est dans l'assentiment de la majorité des femmes et des hommes exploités, résignés à leur sort... Et pourtant, si on voulait...

« Si j'ai à craindre la force du despotisme dans les temps ordinaires, je sais aussi que je peux devenir redoutable pour lui dans beaucoup de circonstances. »

Ernest Cœurderoy, *Hurrah !!! ou la Révolution par les Cosaques*, 1854.

Pour en revenir aux émeutiers : comment se fait-il qu'il n'y en ait pas plus ? Pourquoi s'accommode-t-on si facilement de perdre notre vie à la gagner ? Pourquoi en vient-on à haïr ceux et celles qui nous sont les plus proches, alors que nous sommes tous habitants de la même planète ? Pourquoi baisse-t-on la tête et longe-t-on les murs, alors que la terre devrait nous appartenir ? Ce sont tous ces petits arrangements, ces acceptations tacites, ces complicités implicites, qui m'étonnent sans cesse.

Et j'en reviens encore à mon compagnon de voyage : ses propos pleins de bon sens (de *common decency*, dirait Orwell) m'ont rappelé que les opprimés sont parfois les premiers complices de leur oppression. Et deviennent oppresseurs à leur tour, incapables de construire – ou même d'imaginer – une alternative au système capitaliste, dont ils ne savent que reproduire les fondements : violence, appât du gain, division, conformisme, etc.

Mais que faire quand la propagande médiatique étouffe tout sens critique (lire *le Plan B*, journal critique des médias), quand le langage est instrumentalisé et les mots détournés, vidés de leur sens (lire Éric Hazan, LQR. *La propagande du quotidien*, 2006) ? C'est tout notre imaginaire qu'il faut décoloniser (l'expression est de Serge Latouche), etc. Aujourd'hui, la tâche est avant tout de lutter contre l'idée que l'exploitation n'est pas une fatalité.

« La véritable éducation, celle qui émane du bon sens et qui mène au bon sens, nous enseigne à lutter pour récupérer ce qu'on nous a usurpé », écrivait Eduardo Galeano (« Éloge du bon sens », *le Monde diplomatique*, août 2004). C'est une idée simple, mais vitale, qu'il me paraît plus que jamais urgent d'essayer de transmettre. C.

Intrusion en ZUP

Dans le lot d'images obscènes que la télévision offre trop souvent, la scène que diffusa le journal de France 3 Île-de-France atteignit un sommet ce jour-là. Trois têtes de l'hydre gouvernementale dans le petit écran. Borloo, de Villepin et Copé, en représentation, à la parade. Triste troïka qui foulait le sol de mon enfance. J'y voyais comme une souillure à ma terre – mon bitume – quasi natal.

Copé en sa « bonne ville de Meaux » : il en parle avec tant d'affection et d'affectation, qu'il donne toujours l'impression qu'elle s'est construite autour de lui, bâtie depuis son ascension au plus haut trône municipal. Avant lui, le déluge !

Entourée d'une haie de photographes, de badauds, que cette présence tout en costumes et en cravate, sortait de leur torpeur, la Trinité ministérielle marchait de front, tout sourire, au pied de mon pauvre immeuble qui s'élevait vers un ciel pâle et triste. Cet immeuble qui n'était plus que l'ombre de lui-même, désossé, démonté, décloisonné, vidé de ses habitants et condamné à la destruction par ceux qui luttent contre la misère à coups d'explosif et de karcher.

Je pouvais lire sur leur visage, les pensées de ces trois hauts représentants de l'État, contemplant tout ce qui restait de cet édifice de béton :

« Mon dieu, comment cela est-il possible, cher Jean-François, des gens ont vécu ici ? »

Ravalez votre répulsion, de travers, et qu'elle vous étouffe.

Oui, des gens ont vécu ici, pauvrement et dignement, et y vivraient toujours si on ne les en avait chassés.

Ces trois-là ne liront pas ZUP ! Ce n'est pas pour eux que je l'ai écrit. Ils ne méritent pas de connaître notre vie laborieuse et spoliée, en ces lieux tout en béton, et en verdure, un peu aussi. Ils n'y croiront pas, car leurs a priori bourgeois sont leurs vérités péremptoires qu'ils répandent fallacieusement par médias interposés.

N'attendons rien d'eux. Ils ne savent que détruire.

Dans quelques semaines notre immeuble ne sera plus. ZUP ! Continuera à le faire vivre, dans nos cœurs et nos souvenirs.

ZUP ! Tranches de vie du peuple ouvrier et immigré, que vous méprisez quand, dans un geste insolent, vous décidez de détruire ses quartiers de barres et de tours, où vous l'avez parqué pour mieux concentrer ses forces qui dynamiseraient l'économie nationale.

ZUP ! existe, mon humble contribution à l'écriture populaire ; affectueux et fraternel hommage à ce quartier, ces habitants, notre communauté multicolore et gouailleuse.

N'oublions rien. Le pire et le meilleur. Les réussites et les échecs. Ils font partie de nous, sont notre héritage social. Les démolisseurs n'y pourront rien.

Ces lieux sans vie, qui ne vous inspirent que dégoût, chers z'élus du peuple, inspirèrent notre énergie créatrice. « État des Lieux », « Ma 6T Va Cracker », de Jeff Richet, les ont fixés sur la pellicule. ZUP ! les a fixés sur le papier. Holiden, la voix chantante de l'immeuble, vient de sortir un premier et bel album Reggae.

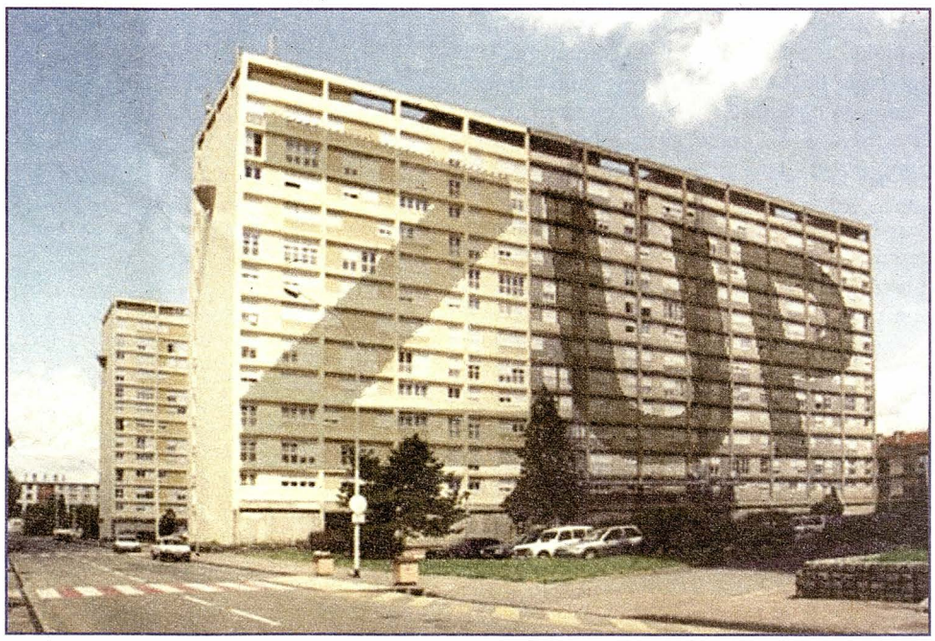
Voici quelques-uns des fruits créatifs de cette vie foisonnante au cœur des buildings. Tout ce que vous niez, occultez, redoutez !

L'immeuble tombera. Nos souvenirs resteront, même si vous leur en amputez un morceau avec la brutalité qui caractérise le pouvoir.

Sous les gravats, vous n'écrasez pas notre créativité, symbole de la vie, ni n'étoufferez notre réflexion et notre pensée.

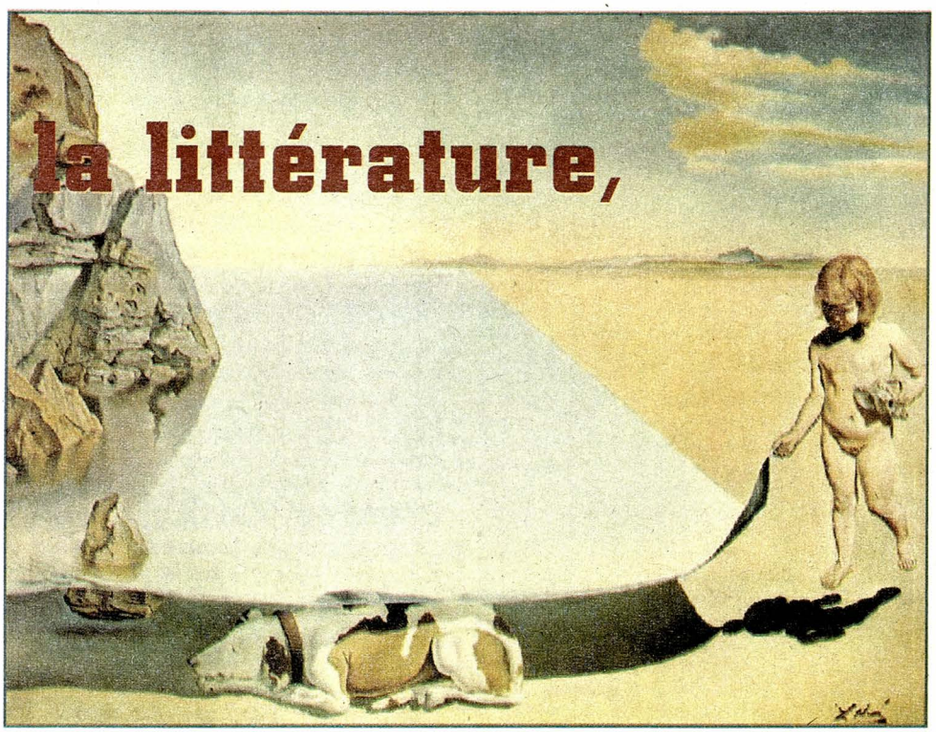
N'implose que le béton. Pas la conscience sociale.

Fred Morisse



Fred Morisse, ZUP !, L'Insomniaque, 2006, 190 p., 12 euros. Disponible à Publico.

État général de la littérature, état singulier



L'ÉTAT GÉNÉRAL de la littérature, autant le dire, n'est pas bien bon. La malade cumule en effet deux pathologies dont la réunion peut s'avérer mortelle. Un, la faillite du système éducatif, deux, la surproduction. Préparez le cercueil ! La gigantesque imposture médiatique a marché. Le bourrage de crâne est devenu « le naturel ». Il n'y a désormais qu'un langage dominant : le sien. A-t-on pourtant jamais été libre sans langue à parler ?

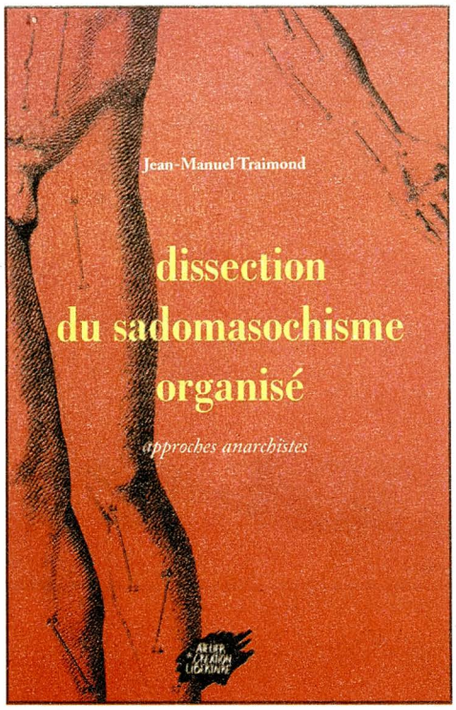
Ce qu'il y a de nouveau dans le paysage littéraire d'aujourd'hui est donc qu'il ne produit ni ne cherche aucune action de pensée. Il est politiquement correct. Et même lorsqu'il fait mine de parler dur et haut à contre-courant, c'est qu'il est sûr de sa clientèle. Beckett aujourd'hui ne serait sans doute pas publié. On consomme de l'histoire comme on consomme des images, sans se souvenir que les images et les mots peuvent aussi servir à autre chose qu'à produire de l'émotion sans mémoire. *L'Ère du chien endormi* a vertu d'antidote contre le mal du vide-mémoire parce que c'est un livre et l'histoire de deux femmes qui écrivent et qui éprouvent l'une pour l'autre une égale fascination. C'est à travers l'examen des différences qui les opposent sans les séparer que Jacqueline Merville aborde dans une langue pure la fameuse dialectique de la création et, tout à l'arrière-plan, la lutte des classes qui se profile derrière toute prise de parole. Car il ne suffit pas bien sûr de décider de devenir écrivain pour réussir du même coup à transcender sa propre condition d'esclave. Et si certains s'estiment payés de voir leur propre nom imprimé sur la jaquette d'un livre, ce n'est justement pas le cas du personnage double de ce roman. Une femme qui écrit et renonce à publier, qui en donne les raisons, signe d'une fin générale annoncée ? Mise en garde ? Ce livre est tout cela. Il n'y a donc pas de salut et pas de transcendance qui pourraient compenser la faillite de l'épreuve terrible que constitue la sauvegarde de l'élan vital. Quand on est touché dans l'usage de sa propre langue, on l'est forcément dans sa propre chair. Pourtant, il est clair que si l'élan vital doit être sauvegardé, c'est bien au travail de la langue qu'il le doit et bien sûr à celui de la pensée puisqu'ils sont l'un à l'autre ce que le squelette est à la chair. Ce livre comble l'attente de son lecteur et le dérange tout à la fois parce qu'il est l'analyse progressive, la décomposition au ralenti du tour de passe-passe exécuté par les gens du Capital pour nous convaincre que notre bien le plus précieux est en réalité d'être dépossédés par eux.

Bien des questions restent en ce moment en suspens, occultées par un pouvoir qui, confronté à sa propre incapacité à distribuer équitablement le bénéfice du travail de tous, ne peut encore durer qu'en produisant sans cesse plus de flou. Et comme le livre de Jacqueline Merville fait toute la lumière sur les mécanismes pervers du système, il y a fort à parier qu'elle n'en recevra pas les lauriers. Raison de plus pour aller y jeter un coup d'œil avisé, et bon vent à ce livre d'une déchirante beauté.

Claude Margat

Jacqueline Merville : *l'Ère du chien endormi*, éditions des Femmes, 175 p., 17 euros.

Pourquoi vouloir être un bon esclave ?



Pourquoi vouloir être un bon esclave ? Quel bizarre bonheur trouve-t-on dans la soumission ? Ces questions, apparemment anarchistes, sont aussi sadomasochistes. La même fascination envers le pouvoir, ravie dans un cas, horrifiée dans l'autre, emplit les deux univers. L'idée, d'abord étrange puis, à la réflexion, très logique de rapprocher anarchisme et sadomasochisme afin de se demander ce que l'on peut tirer d'utile de ce rapprochement, est à la base du livre *Dissection du sadomasochisme organisé, approches anarchistes* (ACL). On note le mot « organisé » ; car le sadomasochisme en 2006, comme l'homosexualité dans les années 1970, s'organise, accroît sa visibilité et approfondit sa compréhension de lui-même. Bon nombre de liens existent entre l'anarchisme et les organisations de lutte anti-patriarcales, les groupes transgenres, queers, etc. Mais on ne voit guère de liens entre anarchisme et sadomasochisme, alors que des prises de positions politiques anarchistes ou proches de l'anarchisme se découvrent au hasard des forums sadomasochistes, et que le sadomasochisme organisé est un univers singulièrement avancé dans la lutte contre le blocage des identités de genre. Enfin, discuter des liens, des tensions, des conflits entre sadomasochisme et anarchisme est une belle occasion d'explorer les liens, les tensions, les conflits entre sphère sociale et liberté individuelle, et entre désir et responsabilité. On le fera samedi 8 avril, à 16h30 lors d'un forum de la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot Paris, métro République, avec Jean-Manuel Traimond, auteur de *Dissection du sadomasochisme organisé, approches anarchistes*.

Jeudi 6 avril

De rimes et de notes de midi à 14 heures : Actualité de la chanson et du spectacle. Émission animée par Marlène.

Si vis pacem de 18 heures à 19h30 : « L'autre Afrique, résistance contre la guerre, la corruption et l'oppression ». Retour sur la tournée 2005 des insoumis africains.

Vendredi 7 avril

Place aux fous de 13 heures à 14h30 : Les sources de la techno de Détroit : les révoltes noires au temps du chômage, par E. Tessier, et « Qu'est-ce que la sociologie de la littérature ? » par O. Pascault (suite).

La grenouille noire de 21 heures à 22h30 : Anarchisme et écologie. L'émission sera consacrée au nucléaire et au grand rassemblement anti-EPR, qui aura lieu à Cherbourg le week-end du 15 et 16 avril.

Samedi 8 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30 : Les renseignements généreux. Peut-on aborder des sujets complexes de manière pédagogique et concise ? C'est ce que tente le collectif.

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : Dossiers, débats, rencontres ZUP ! *Petites histoires des grands ensembles* par Fred Morisse (Éditions L'Insomniaque).

Tribuna latino-americana de 19 heures à 21 heures : Actualité politique de l'Amérique Latine.

Dimanche 9 avril

Folk à lier de 12 heures à 14 heures : Musiques traditionnelles, la 1100e de l'émission !

Tempête sur les planches de 14 heures à 15h30 : Artistes, étudiants, chercheurs, chômeurs, sans-papiers… Convergence des luttes, c'est maintenant ou jamais. Où en sommes-nous ?

Le Mélange de 17 heures à 18h30 : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical animé par Michel Polizzi.

Désaxés de 20h30 à 22 heures : À l'occasion de la sortie du nouveau film de Larry Clark *Wassup Rockers*, retour sur la carrière de ce réalisateur polémique.

Lundi 10 avril

Ondes de choc de 16 heures à 18 heures : Suite de la plongée dans le XVIIIe siècle matérialiste et athée, avec *Jacques le fataliste* (Diderot) au Théâtre Darius Milhaud. Invité : le metteur en scène Marc Goldberg.

Agora libertaire de 18 heures à 19 h 30 : l'Insoumise, émission du groupe de Rouen de la Fédération anarchiste. Lutte anti-CPE sur Rouen avec le groupe libertaire Soleil noir de la Fédération anarchiste.

De la pente du carmel, la vue est magnifique de 22h30 à 00h30 : Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB…

Mardi 11 avril

Actes et cités de 11 heures à 12h30 : Architecture et politique. Les signes dans la ville : quelle importance, quel sens et quelle finalité ?

Les amis d'Orwell de 16 heures à 17 heures : Nouvelle émission ! Proposée par la coordination île-de-France contre la vidéosurveillance et le contrôle social.

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures : Des fusiques molles pour fous les tous. Programme divers et varié…

Pas de quartiers… de 18 heures à 19h30 : L'émission du Glorieux Groupe Louise-Michel. Rachid se lance : intervious des djeunes parlant de leur expérience de la discrimination… Tous à vos postes à germanium… !

Jazz en liberté de 22h30 à minuit : Les exploratoires, le deuxième mardi de chaque mois. Avec le dispositif SoundCircus, Alexandre Pierrepont et Yves Citton.

Mercredi 12 avril

Femmes libres de 18h30 à 20h30 : Natacha Henry Natacha Henry pour son livre : *Marthe Richard, l'aventurière des maisons closes* (éd Punctum, Pour d'autres raisons) à l'occasion du 60e anniversaire de leur fermeture, à l'heure où certains pays s'interrogent sur leur réouverture (ou les ont déjà réouvertes).

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

agenda

Jeudi 6 avril
Clermont-Ferrand

Tournée autonomization 2006 (présence CNT63 cnt-63@cnt-f.org), ateliers sur l'huile végétale et concert (Duracell homme orkestre du futur et guest) au Raymond's bar (http://activdtc.free.fr), 77, avenue Édouard-Michelin, à partir de 15 heures. PAF. Amener un pti truc à manger.

Vendredi 7 avril
Besançon (25)

Conférence-débat à la librairie l'Autodidacte (5, rue Marulaz) avec Nicole Maillard, fondatrice de l'École pédagogie institutionnelle, association qui a ouvert depuis septembre 2004, à Chagey (Haute-Saône), une école primaire laïque accueillant des enfants de 6 à 16 ans. C'est « une école pour les exclus, techniques Freinet pédagogie institutionnelle ».

Samedi 8 avril
Paris 18e

Débat animé par les Renseignements généreux, autour de la diffusion de brochures d'informations alternatives à 15 h 30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Blanche ou Abbesses.

Berne (Suisse)

Manifestation nationale de soutien à la Boillat à 13 heures défilé. Départ Schützenmatte. 14 heures discours sur place fédérale.

Draguignan (83)

Le groupe Nada de la FA tiendra un stand samedi 8 avril à partir de 20 heures au 6e festival ska, salle Cosec avec club 99 (ita), John James, The soul makers (Rennes) et Smoking Fuzz (77). Bouffe, buvette, stands.

Vannes (56)

Rassemblement « Grand Ouest » contre les OGM à partir de 12 heures, port de Vannes, côté Rabine. Manifestation à 14 h 30.

Besançon (25)

Présentation du livre de Nicole Maillard, *Maltraitance sociale à l'enfance*, publié aux Éditions libertaires et qui a reçu le Grand Prix « Ni Dieu, ni Maître » 2004, à la librairie l'Autodidacte (5, rue Marulaz). Témoignant de quatre années passées comme enseignante Freinet dans un foyer de l'enfance, Nicole Maillard y dénonce les pratiques de l'Aide sociale à l'enfance qui fonctionne au quotidien selon une logique de meurtre psychique des enfants qui lui sont confiés.

Dimanche 9 avril
Paris 20e

Concert de Fred Alpi à 18 heures, au Saint-Sauveur ; 11, rue des Panoyaux.

Mardi 11 avril
Nice

Projection du documentaire *Le Silence des Nanos* (réalisé par Julien Colin), suivie d'un débat avec des membres de l'Opposition grenobloise aux nécrotechnologies, à 18 h 30 à la faculté des lettres de Nice, 98 ; boulevard Édouard-Herriot, amphi n° 61.

Mercredi 12 avril
Paris 11e

Débat sur l'autogestion organisé par le groupe Idées noires de la Fédération anarchiste, suivi d'un apéro libertaire (amenez de quoi faire l'apéritif et partagez le tout. Pas forcément de l'alcool) à 18 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Vannes

Les groupes libertaires Lochu (Vannes) et Ferrer (Lorient) organisent une réunion-débat publique sur le thème « Qu'est ce que l'anarchisme ? De l'émancipation individuelle à l'organisation sociale ? » à la maison des Associations, 6, rue de la Tannerie, à 20 h 30. Entrée libre.

Samedi 15 avril
Paris 11e

Forum avec Fred Morisse, auteur de *ZUP ! Petites histoires des grands ensembles*, à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Grenoble

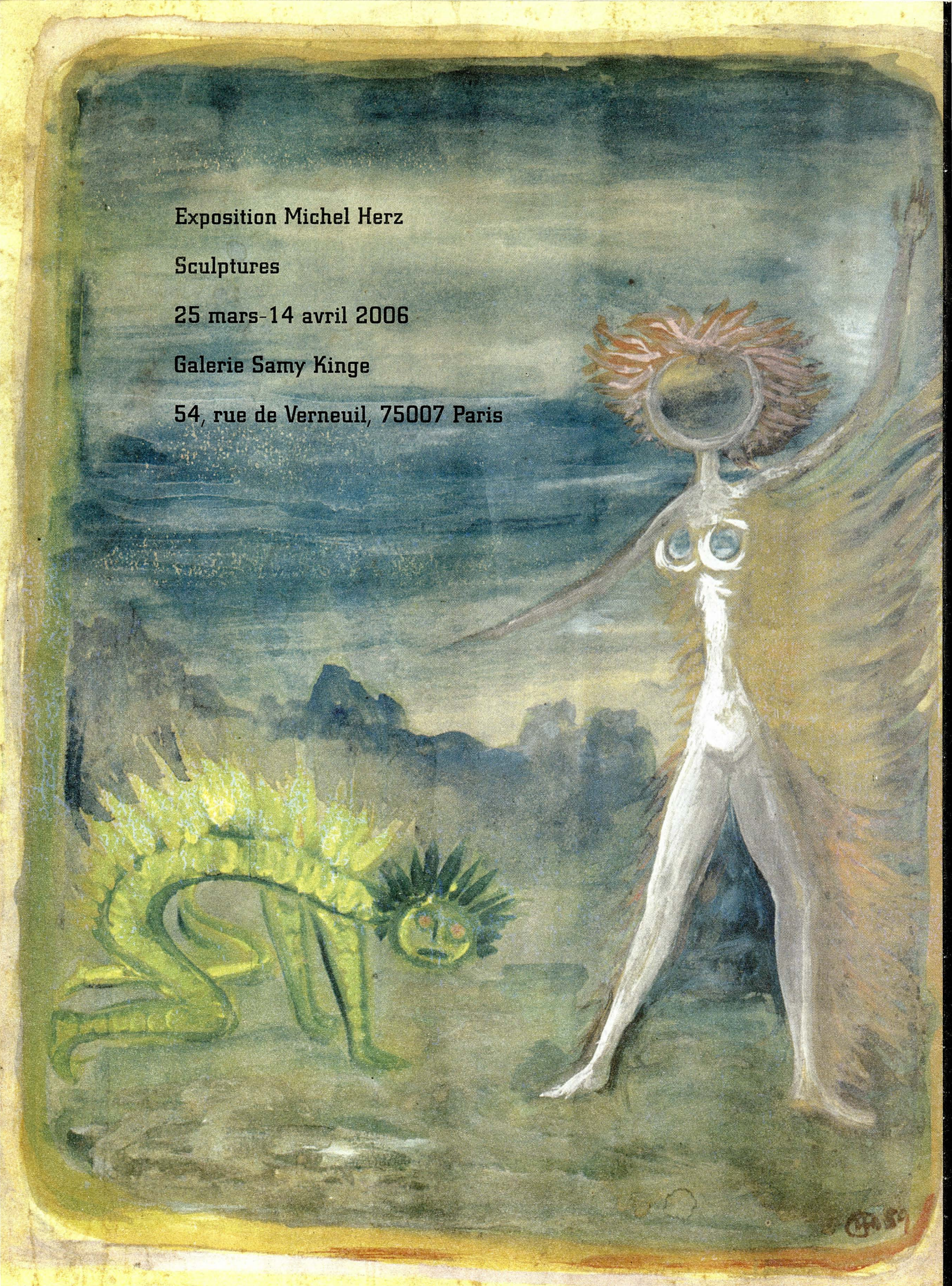
Projection vidéo + débat autour du VAAAG. Diffusion du documentaire DVD sur le VAAAG, puis débat avec des personnes impliquées dans la préparation et la réalisation de cette initiative libertaire, à 20 heures, aux Bas-Côtés, 59, rue Nicolas-Chorrier, Grenoble. Prix libre, en soutien aux Rencontres libertaires de Grenoble. Soirée organisée par le groupe de Grenoble de la FA.

Jeudi 20 avril
Merlieux (02)

Gaston Couté à l'honneur à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles, de 18 heures à 21 heures avec Bruno Daraquy et les Éditions du Vent du Chm'in. Apéro offert par le groupe Pierre-Kropotkine de la FA. Table de presse. Entrée libre.

Samedi 17 juin
Paris 19e

Samedi 17 et dimanche 18 juin, Salon du livre libertaire et des médias libres : des milliers de livres, de revues, de magazines, de CD, DVD, des éditeurs, des auteurs, des radios libres, des sites internet… à la Cité des sciences et de l'industrie.



Exposition Michel Herz

Sculptures

25 mars-14 avril 2006

Galerie Samy Kinge

54, rue de Verneuil, 75007 Paris